

N° 003  
1<sup>er</sup> Trim. 2024

# RussAfrik

MAGAZINE



## B R I C S



# UN DÉFI À L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR

**PRÉSIDENTIELLE  
2024 EN RUSSIE**

**VLADIMIR POUTINE  
EN ROUTE POUR UN  
NOUVEAU MANDAT**

**RELATIONS  
INTERNATIONALES**

**TRISTE FIN DE LA  
FRANÇAFRIQUE**

**CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES**

**ENJEUX  
ÉCONOMIQUES DES  
NÉGOCIATIONS À LA  
COP28**

# Le LimoCoin Swap

## LMCSWAP

L'Éditorial

### Défis de réveil et de développement

*Marquée par la diversité, l'Afrique fait face à d'importants défis. Les transformations impulsées par la croissance démographique, l'urbanisation et les technologies y coïncident avec les effets du changement climatique, les crises géopolitiques et les nouvelles rivalités stratégiques.*

*Le continent se contente de fournir une main-d'œuvre généralement peu efficace parce que sans qualification et mal rémunérée. En raison de l'extrême balkanisation politique du continent, du faible revenu des populations et du coût élevé des transports, le développement du marché intérieur est encore très limité.*

*Dans ce contexte, la Russie semble obtenir une influence politique de plus en plus accrue en Afrique. Et, la Russie tente d'exporter son modèle de gouvernance et d'influence sur le continent.*

*L'instrument utilisé à cet effet est le Sommet Russie-Afrique. Ces rencontres incarnent les liens d'amitié séculaires entre le continent africain et la Fédération de Russie. Ce Sommet, unique en son genre, revêt une importance par-*

*ticulière pendant cette période de transformations à l'échelle mondiale et internationale.*

*C'est un canal par lequel la Russie, qui dispose de 10 % des terres agricoles mondiales renforce sa coopération bilatérale avec le continent. La Russie investit donc dans l'agriculture, mais également dans l'industrie, peu compétitive en réduisant les coûts de production et sa diversification.*

*Avec ses partenaires des BRICS, le Russie met intelligemment en place une stratégie pour sortir le commerce mondial de l'emprise du dollar. Cela passe par les diverses crises actuelles en Ukraine et au Sahel. Le remonté de la renommée de la Russie en Afrique s'accompagne d'une perte, sinon d'une chute de la FrancAfrique, à travers le réveil des peuples d'Afrique noire.*

*Deuxième puissance militaire du monde, hors nucléaire, la Russie possède le plus important arsenal de têtes nucléaires au monde. Le budget de l'armée russe est le quatrième mondial derrière l'Inde.*

*Le Limocoin pour une économie africaine forte et dynamique !*



[www.liyeplimal.com](http://www.liyeplimal.com)

WELCOME TO  
**A WORLD**  
WITH A  
**VARIETY OF**  
**SOLUTIONS.**

WELCOME TO A  
MULTI-POLAR WORLD.



SCANNEZ LE CODE QR ET  
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION  
JAPAP SUR PLAYSTORE



Connect  
Share  
Impact

## L'ACTUALITÉ

**Burkina Faso, Mali, Niger...  
l'échec cuisant d'Emmanuel  
Macron au Sahel** \_\_\_\_\_ P. 7

**Diplomatie et relations  
internationales triste fin de la  
Françafrique** \_\_\_\_\_ P. 10

**Cédéao, une organisation  
enrhumée et en perte de  
crédibilité** \_\_\_\_\_ P. 13

**Teodoro Obiang Nguema  
Mbasogo : un homme d'Etat  
architecte de la Guinée  
équatoriale** \_\_\_\_\_ P. 19

**RDC : Les chantiers prioritaires de  
Félix Tshisekedi** \_\_\_\_\_ P. 23

**Africa Corps, nouvel instrument  
de présence russe en Afrique** P. 27

**Guerre Israël-Hamas : massacres  
des civils sans états d'âme** \_\_ P. 32

**Guerre en Ukraine : Zelensky un  
pantin à la solde de l'occident  
détruit son pays** \_\_\_\_\_ P. 43

## À LA UNE

**BRICS, une organisation plus  
crédible qui fait peur** \_\_\_\_\_ P. 51

**Un défi à l'hégémonie du dollar**57

**La dédollarisation de l'économie  
mondiale en marche** \_\_\_\_\_ P. 61

## LE DÉVELOPPEMENT

**Enjeux économiques des  
négociations à la COP28** \_\_\_ P. 72

## L'ACTUALITÉ RUSSE

**Vladimir Poutine : fin stratège  
assorti d'actions concrètes** \_\_ P. 81

**Présidentielle 2024 en Russie,  
Vladimir Poutine en route pour  
un cinquième mandat** \_\_\_\_\_ P. 89

## LE TOURISME

**À la découverte d'Irkoutsk, l'une  
des grandes villes de Sibérie** P. 93

## LE SPORT

**Coupe d'Afrique des Nations :  
Côte d'Ivoire 2024, enjeux de la  
34e édition** \_\_\_\_\_ P. 97

## LES FINANCES

**LIMOCOIN, une cryptomonnaie  
très prometteuse en 2024** \_ P. 103

**Comment se préparer pour le  
Bullrun 2024 ?** \_\_\_\_\_ P. 105

## LE BIEN-ÊTRE

**L'huile de sésame, un élixir pour  
l'organisme** \_\_\_\_\_ P. 113

## NOUS CONTACTER

[www.russafrik.info](http://www.russafrik.info)  
[Contact@russafrik.info](mailto:Contact@russafrik.info)

Distribué gratuitement à plus de  
30 millions d'adresses mails des  
décideurs d'Afrique et de la Russie.

5000 Exemplaires imprimés  
déposés dans les Ministères,  
Ambassades et Organisations.

Burkina Faso, Mali, Niger...

## L'ÉCHEC CUISANT D'EMMANUEL MACRON AU SAHEL

*Alors que les liens personnels entre les élites politiques françaises et africaines et l'existence de réseaux d'influence officiels et officieux des deux côtés de la Méditerranée ont longtemps été les garants d'une expertise française sur le continent africain, Paris a été surpris par la généralisation de l'hostilité populaire contre sa politique en Afrique, qui s'est notamment manifestée par la rupture des partenariats de sécurité avec trois des cinq pays du Sahel. Force est de constater que les autorités françaises ont été incapables d'anticiper cette évolution tendancielle ainsi que les putschs qui se sont succédés à un rythme accéléré en Afrique francophone depuis 2020.*



**C**ette mauvaise « surprise stratégique » dans ce qu'on appelait autrefois le « pré carré » a pris de court les trois principaux acteurs de la politique étrangère fran-

çaise en Afrique : l'Élysée, le ministère des Armées et le Quai d'Orsay.

Ce manque de clairvoyance remet en cause ce qui était, hier encore, considéré comme l'une des forces de la diplomatie française : son expertise africaine. Avec 42 ambassades (pour 49 États subsahariens),

6000 militaires déployés et surtout une présence historique qui avait survécu à la décolonisation, les gouvernements français successifs se targuaient de « connaître l'Afrique » (en réalité, l'Afrique francophone). Cette soi-disant expertise a été prise en défaut et sa remise en cause manifeste a déjà des in-

cidences importantes qui dépassent le seul cadre africain.

#### LA FIN DU GENDARME DE L'AFRIQUE

La première de ces incidences est la remise en cause de la tacite division du travail sécuritaire au sein des pays occidentaux. De même que les États-Unis sont considérés parmi les pays occidentaux comme l'acteur de référence pour les crises sécuritaires en Amérique du Sud, depuis la décolonisation la France était, selon l'expression en usage, le « gendarme de l'Afrique ».

Il y a eu pas moins de 52 interventions militaires françaises en Afrique de 1964 à 2014. Et, outre les interventions bilatérales, la France a aussi joué le rôle de nation-cadre pour des missions militaires européennes en République démocratique du Congo, Centrafrique et Tchad au début de ce siècle.

Cause du retrait de l'armée française du théâtre d'opérations sahélien et de son désengagement probable d'autres pays africains, l'échec de Barkhane marque la fin de cette division du travail qui, mal-

gré quelques fluctuations, n'avait guère changé depuis la décolonisation et avait été relégitimé face aux nouvelles menaces. Ce rôle tacitement imparti à la France au sein des pays occidentaux est terminé, comme l'ont immédiatement montré les divergences entre Paris et Washington vis-à-vis de la junte nigérienne.

Ce faisant, la France perd son rôle de meilleur allié des États-Unis dans la lutte contre le djihadisme en Afrique ainsi que les dividendes politico-militaires qui l'accompagnaient dans la relation franco-américaine.

#### LA FIN DE L'AVOCAT DE L'AFRIQUE À L'ONU...

La seconde incidence concerne le rang de la France à l'ONU. Membre du Conseil de sécurité, la France y tient la plume pour les affaires africaines, c'est-à-dire qu'elle rédige les projets de résolution.

Dans une organisation où l'influence d'un État se mesure au nombre de dossiers ou d'initiatives qu'il porte, ce rôle fait de la France un acteur important dans le cénacle onusien. Cela justifie aussi que, depuis

1997, ce soit toujours à un Français qu'a été confié le poste de Secrétaire général adjoint aux opérations du maintien de la paix, la plupart des missions de maintien de la paix ayant été, ces dernières décennies, déployées en Afrique subsaharienne.

La remise en cause de l'expertise française sur l'Afrique risque de se traduire par la montée des critiques contre son rôle de porte-plume des affaires africaines au Conseil de sécurité, rôle qui a d'ailleurs déjà été dénoncé par le Mali cette année.

Plus généralement, le rôle de porte-parole des pays africains que la France s'était auto-attribuée dans les instances multilatérales (G7, G20, etc.) n'est plus crédible. Alors que la France s'est efforcée d'être le pays pivot dans les rapports Nord-Sud en promouvant une certaine solidarité entre pays riches et pays pauvres, elle est ici prise en défaut sur son flanc sud. Son rôle d'« avocat des pays pauvres » dans ces instances multilatérales lui est non seulement contesté par d'autres puissances (notamment la Chine) et par des pays



du Sud mais il est aussi et surtout décrédibilisé par la crise des relations franco-sahéliennes.

#### ... ET MÊME AU SEIN DE L'UE

Même dans le concert européen, c'est-à-dire dans le premier cercle de la politique étrangère française, l'impact est sensible. Certains pays de l'Union européenne qui désapprouvaient silencieusement la politique africaine de la France, la critiquent maintenant à voix basse ou ouvertement.

Ainsi, sur fond de tensions entre Paris et Rome sur la crise migratoire, le gouvernement de Giorgia Meloni a publiquement critiqué la politique française en l'accusant d'être néocoloniale, et souhaite capitaliser sur l'hostilité ambiante contre la France en Afrique pour devenir le nouvel interlocuteur de l'Afrique en Europe.

De même, la très récente initiative de la Hongrie dans le dernier bastion militaire français au Sahel (elle va envoyer 250 militaires au Tchad) apparaît comme un acte de concur-

rence. L'influence de la France en Europe est déjà, elle aussi, affectée par la crise de la politique de la France en Afrique.

Cette crise résonne à Bruxelles, Washington, New York, etc., et impacte le récit et la position diplomatique de Paris. La perte de crédibilité de la France en Afrique ne fait pas seulement problème pour la relation franco-africaine. Compte tenu de ses implications au-delà de l'Afrique, c'est en fait la diplomatie française dans son ensemble qui risque d'être perdante.

## TRISTE FIN DE LA FRANÇAIFRIQUE

*La Françafrique désigne l'ensemble des relations entre la France et ses anciennes colonies africaines pour en dénoncer le caractère ambigu et opaque. Si le processus de décolonisation est inéluctable au sortir de la seconde guerre mondiale, l'enjeu pour de Gaulle en 1958 est de régir les nouvelles relations avec ces pays devenus indépendants. Dans la perspective d'une « Communauté française », il charge Jacques Foccart des « affaires africaines et malgaches » pour assurer la diplomatie et la présence françaises en Afrique.*

**É**conomiquement, une présence dans l'espace françafricain confère à la France des avantages évidents : débouchés aux entreprises, accès privilégié à certains marchés ou encore l'exploitation de ressources naturelles comme l'uranium au Niger. Elle se manifeste aussi culturellement à travers la francophonie ou encore la multitude de lycées français

en Afrique. Enfin, elle lui vaut également des atouts géostratégiques favorisant l'installation de bases militaires pour une projection de l'armée tricolore. Ainsi, l'Afrique était pour Paris un moyen de démultiplier sa puissance d'où des liens évidents jusque les années 1990.

Depuis des décennies, l'influence de la France dans ses anciennes colonies africaines est mise à rude épreuve. Les protestations contre le franc CFA, surnommé « la dernière mon-

naie coloniale », se sont intensifiées ces dernières années. Entre autres griefs, cet accord monétaire prive quatorze pays africains de leur souveraineté en matière de politique monétaire et les oblige à déposer la moitié de leurs réserves auprès du Trésor français. Si bien qu'il est devenu désormais assez courant de réclamer la fin du franc CFA. Les commentateurs soulignent souvent avec raison le double problème du manque de souveraineté en matière de politique monétaire et d'un historique d'intrigues politiques — coups d'État, corruption, soutien aux autocrates pour maintenir la zone monétaire et l'état de dépendance de ses membres.

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a supplanté la France comme premier partenaire commercial de ces pays et Pékin est désormais un partenaire commer-



cial plus important pour les États africains que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France réunis.

Les rappels réguliers qui sont faits du passif français de pillage colonial dans la région, comme des affaires judiciaires de corruption et de pots-de-vin impliquant des entreprises françaises, affaires qui circulent souvent auprès de la population via des messages sur WhatsApp, ont renforcé les perceptions négatives de la France. Les commentaires dégradants de certains dirigeants français sur les Africains n'ont pas aidé. Plus Paris intervient directement dans

les affaires économiques, politiques et sécuritaires de ses anciennes colonies, plus les populations de ces pays se souviennent du bilan postcolonial déstabilisant (et pro-autocratique) de la France en Afrique. C'est un fait : Paris n'est plus la grande puissance incontestée dans les relations étrangères des pays africains francophones. Plus récemment, des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Burkina Faso, la Guinée le Mali et le Niger ont tissé des liens plus étroits avec la Russie en matière de sécurité. Le commerce

régional avec la Russie reste stable sur la même période.

La situation de la France est encore pire si l'on considère sa part du commerce total vers ou depuis ses anciennes colonies africaines. La part française du commerce y a chuté de plus d'un quart au début des années 1990, à un peu plus de 5 %. La domination française sur les économies francophones n'est tout simplement plus ce qu'elle était. Si le franc CFA peut encore exister en tant que mécanisme important de transmission de l'influence de Paris, le mécanisme commercial

s'est considérablement affaibli au cours des deux dernières décennies.

## **POURTANT, LES LIENS ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE SEMBLENT S'ÊTRE DISTENDUS**

Désormais, la France semble perdre du terrain, notamment car sa présence est rejetée ou dénoncée. Ce qui ressort davantage, c'est le crépuscule de la Françafrique, d'où de vives critiques émergent, transparaisant notamment dans La Françafrique, le plus long scandale de la République de François-Xavier Verschave paru en 1998 : l'économiste y pointe les différents mécanismes mis en place par la France afin de garder la mainmise, une certaine domination sur ses anciennes colonies.

Tout d'abord, l'ingérence politique française a remis en cause le bien-fondé de ce système. En effet, sous VGE, la France est intervenue dans la politique intérieure de la République centrafricaine en soutenant Bokassa arrivé au pouvoir en 1966 puis en le renversant en vertu de l'opération Caban en septembre 1979. Plusieurs affaires ternissant l'image

de la France dans ces pays ont fait l'actualité, parmi lesquelles on retrouve l'Angolagate en 1990 ou encore l'affaire Elf en 1994. C'est pourquoi les interférences françaises en politique intérieure ont été dénoncées à la fois en France et en Afrique.

## **UNE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE REJETÉE**

De surcroît, la présence économique française est rejetée quand elle est identifiée à du pillage ou à une atteinte de la souveraineté des États. Elle est alors perçue comme du néocolonialisme, notamment au Gabon, État pétrolier où TotalEnergies, anciennement Elf occupe une place prépondérante dans l'économie nationale. De plus, la France émet moins de 5% de ses IDE vers l'Afrique, ce qui est faible face à la dynamique d'autres États comme les États-Unis ou la Chine qui font de l'Afrique un nouveau terrain de compétition, ce que met en exergue adroitement Clément Nguyen dans **Le dragon et l'aigle** : lutte d'influence en Afrique subsaharienne en 2019.

Pour l'heure, la diplomatie française persiste tant la France nécessite de rayonner à nouveau dans cet espace : « cet âge de la Françafrique est bien révolu » avait déclaré Macron lors d'un discours à Libreville en mars 2023. Ce faisant, l'objectif est bien de tisser de nouvelles relations débarrassées des vestiges du passé colonial. La disparition du franc CFA au profit de l'Eco reflète cette approche car, dans le même temps, Paris demeure garant de cette nouvelle monnaie.

Nonobstant ces efforts, l'image de la France continue de se dégrader, en témoigne à l'évidence les récentes déclarations du roi Mohammed VI rétorquant à Macron, qui avait déclaré que les relations avec l'empire chérifien étaient « bonnes », qu'elles n'étaient « ni bonnes, ni amicales » – le Maroc ayant d'ailleurs conclu de nouveaux accords avec l'Espagne. Toutefois, une présence en Afrique lui est vitale pour affirmer sa puissance selon François Mitterrand qui écrivait en 1957: « sans l'Afrique, pas d'histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle ».



Cédéao

## **UNE ORGANISATION ENRHUMÉE ET EN PERTE DE CRÉDIBILITÉ**

*La Cédéao, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, c'est le cas de le dire, est sur la sellette. Dans son agenda, trois épineux et chauds dossiers auxquels il faut donner une orientation qui puisse satisfaire tout le monde : le Mali, le Niger et le Burkina Faso, dont les dirigeants actuels au pouvoir, le sont par coup d'Etat. Dans la gestion de ces dossiers, l'organisation sous régionale a eu à prendre des mesures diversement appréciées, au point d'être l'objet d'attaque tous azimuts et soupçonnée d'avoir un agenda caché au service d'une puissance étrangère, la France.*

# Transform your Smartphone into Virtual Billboard, receive ads & make **Money**



SCANNEZ LE CODE QR ET  
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION  
JAPAP SUR PLAYSTORE

## Referral System

Refer a friend and earn money  
when they start receiving ads

Share your code

**P3W7S8UY**

Refer your friends, expand  
your network and earn much more  
money on the ads seen by them.  
Share your code with them.

Just receiving ads, makes you  
**MONEY**

You are paid on the corporate ads you watch.  
Your phone becomes an asset and your  
Data becomes a source of  
income

**Get Started**

50,4 \$

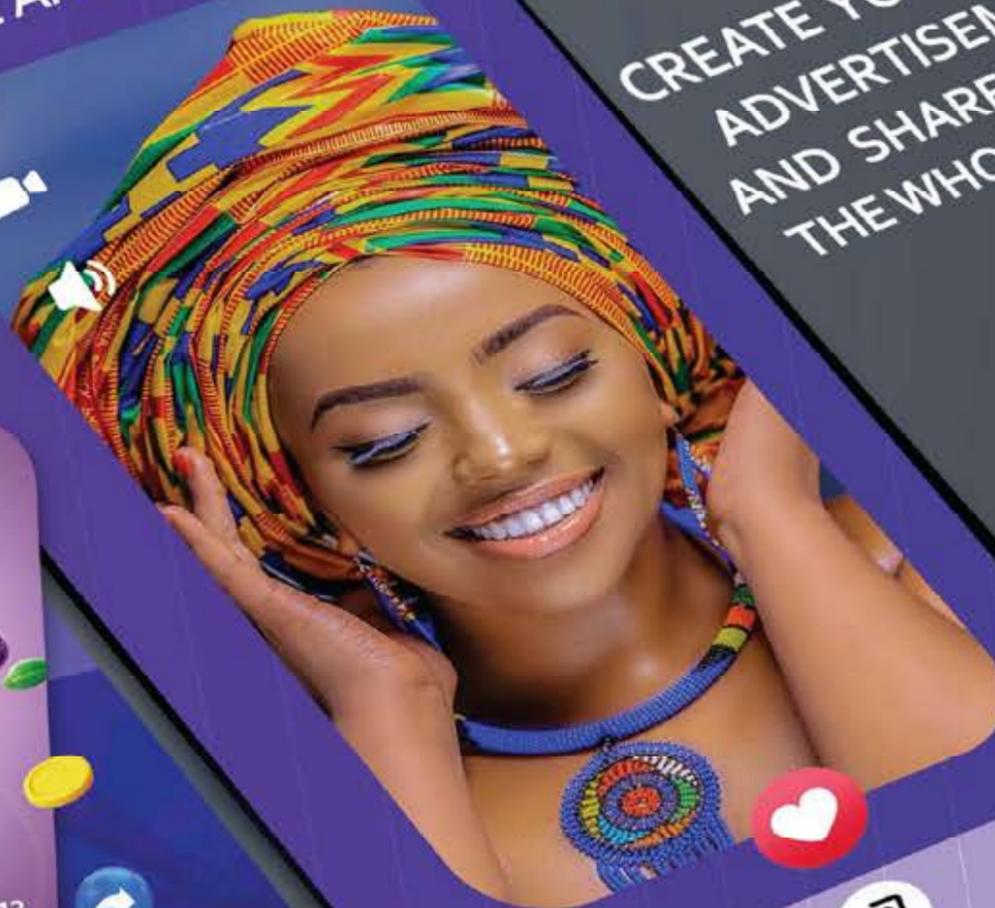
View and  
Earn

**apap**



CREATE AND SHARE

CREATE YOUR OWN  
ADVERTISEMENT  
AND SHARE IT WITH  
THE WHOLE WORLD



**A**ujourd'hui, on constate qu'en dépit de la bonne intention qui a présidé à sa création, la Cédéao souffre de beaucoup de faiblesses dans ses prises de décision, faiblesses qui ont fini par la fragiliser. Ses appréciations à géométrie variable, ses silences et ses omissions sur certains dossiers, ainsi que ses accointances avec la France, participent à la dégradation de son image, et sa crédibilité en pâtit.

On est coutumier de voir l'Organisation condamner avec la dernière énergie les coups d'Etat militaires. C'est ce qu'il a été donné de voir avec le Mali, soumis à un embargo de sept mois, après la prise du pouvoir par le Colonel Assimi Goïta, c'est ce qu'elle compte faire avec la Guinée, ou bientôt seront annoncées des sanctions graduelles. Gageons que le Burkina qui vient d'opérer un deuxième coup d'Etat en six mois, n'y échappera pas.



#### **TÂTONNEMENT ET CAPITULATION**

Si on peut comprendre cette position de la Cédéao sur la prise de pouvoir autre que par des élections démocratiques, on s'explique difficilement son silence assourdissant sur les tripatouillages des Constitutions, qui permettent à des chefs d'Etat de s'octroyer un troisième mandat illégal et illégitime. Quelle est la légitimité des chefs d'Etat, maintenus au pouvoir grâce aux tripatouillages de leurs Constitutions, pour vouloir donner des

leçons aux premiers ? Pourquoi la Cédéao ne se prononce pas clairement au sujet des troisièmes mandats anticonstitutionnels, (dont celui de la Côte d'Ivoire), qui ont endeuillé de nombreuses familles, et à l'origine de l'irruption des militaires sur l'échiquier politique guinéen ?

#### **INCAPACITÉ À TRANSCENDER LE CLIVAGE ENTRE PAYS ANGLOPHONES ET PAYS FRANCOPHONES**

L'un des reproches fait à la Cédéao, est son incapacité à transcender le clivage

entre pays anglophones et pays francophones au sujet de la mise en place de la monnaie commune de cet espace. Les anglophones accusent les francophones d'être cornaqués par la France qui n'hésite pas à interférer dans les décisions de la Cédéao, avec des pressions de tous genres.

Initialement conçu pour être la monnaie unique de l'espace Cédéao, ce projet fédérateur a été « court-circuité » par les Etats de l'Uemoa sous la houlette du chef de l'Etat ivoirien et du président français, M. Emmanuel Macron. Ceux-ci se sont empressés de rebaptiser le Franc Cfa et de l'appeler « ECO », avec l'espoir de l'imposer à tous les Etats de l'espace, sans toutefois prendre attache avec les pays anglophones et la Guinée. Cette démarche solitaire, a véritablement plombé la mise en œuvre du projet commun, et aujourd'hui, ni « le franc Cfa-éco », ni « l'éco originel » n'a vu le jour. Et la Cédéao s'est enfermée dans un silence de cimetière, rangeant ce projet fédérateur dans les tiroirs, au grand dam des populations.

#### **LA LÉGITIMITÉ DE LA CÉDÉAO**

La légitimité de la Cédéao pour le Peuple africain devrait être en conformité à un principe supérieur des valeurs africaines que recouvre la Maât et qui reposent sur la vérité, la justice et la solidarité envers le Peuple. Or, les chefs d'Etat ne considèrent la notion légitimité que selon une approche restrictive limitée à leur conception de la légalité, c'est-à-dire le fait d'être conforme à la Loi qu'ils ont établie, autrement dit l'arbitraire. La légitimité est liée au droit selon les Chefs d'Etat. Donc d'après eux, ils sont légitimes, un véritable quiproquo entre eux et le Peuple qui les considère comme illégitimes et ne peut les bannir de l'Afrique. Rappelons qu'il faut un consensus autour du fait que la légitimité suppose aussi qu'il y ait individuellement et collectivement de la compétence, du courage pour défendre les intérêts du Peuple, et des actes probants témoignant de la représentativité honorée, autrement dit un respect de valeurs ancestrales africaines de la vérité et de la justice de la Maât.

#### **UNE FUITE EN AVANT**

La Cédéao a choisi de ne pas s'occuper des problèmes stratégiques de souveraineté du Peuple africain. C'est ainsi que la sécurité militaire, la sécurité économique et financière, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et la sécurité environnementale ont systématiquement été des serpents de mer. Autrement dit, les dirigeants parlent mais sur le terrain, tout a été mis en œuvre pour augmenter la dépendance des Africains du monde occidental, non sans des rétributions de type corruption ou bien mal acquis.

La Cédéao est incapable de médiation, encore moins d'accompagner les Peuples africains vers leur destin de prospérité collective et de dignité humaine. Elle ne fait qu'accompagner les chefs d'Etat travaillant pour la France et les membres de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (Otan). La Cédéao a perdu toute crédibilité auprès de la très grande majorité du Peuple africain, n'en déplaise aux médias occidentaux en missions de désinformation structurelle.

Sur la dépendance financière, bien sûr qu'il s'agit d'un frein à une Cédéao des peuples, mais toutes dépendances sécuritaires, alimentaires, sanitaires constituent autant de freins à la souveraineté des Peuples africains. C'est pour cela que la lutte du Peuple africain ne fait que commencer.

En Côte d'Ivoire, en Guinée, au Niger, au Mali et au Togo, la Cédéao a montré ses limites dans sa capacité à gérer les crises électorales. Ses différentes hésitations, ses interventions tardives et timides ont pour conséquence de développer une perception négative des citoyens des

Etats membres vis-à-vis de cette organisation. De nombreuses failles dans ses interventions constituent de graves faiblesses de l'organisation dans la résolution des crises électorales. Les unes sont liées au cadre institutionnel qui laisse peu de manœuvres aux différentes structures mises en place pour connaître et traiter les crises en amont, à titre préventif ou de prophylaxie. Les autres faiblesses relèvent de l'importance accordée par les Etats au sacro-saint principe de leur souveraineté.

La Cédéao a choisi de défendre les chefs d'Etat qui eux-mêmes ont choisi

majoritairement de servir les intérêts étrangers. Il n'est pas surprenant de constater que la déconnexion avec la population ne fait que s'accroître. Le prix à payer risque d'être une scission au sein de la Cédéao pour rediscuter les termes de la relation entre les Etats ou entre les Peuples.

Au regard de ce qui précède, ne faut-il pas donner raison au président Laurent Gbagbo, quand il déclare que la seule chose bonne relativement à la Cédéao, c'est sa création ? Mais arrive le jour où l'ivraie sera séparée du vrai.



Teodoro Obiang Nguema Mbasogo

## UN HOMME D'ETAT AU SERVICE DU PEUPLE ET ARCHITECTE DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE



*Président de la République de la Guinée équatoriale depuis 1979, Obiang Nguema Mbasogo est né le 5 Juin 1942 dans la localité d'Akoakam-Esangui, dans la circonscription de Mongomo, dans le sein d'une famille nombreuse. En 1950, il commence ses études et en 1958 il est admis dans le Groupe Scolaire "Cardenal Cisneros" d'Ebebiyin où il est baptisé dans la foi catholique. La même année, il s'inscrit dans le Centre La Salle de Bata où il passe son Baccalauréat Professionnel Administratif et occupe le poste de Moniteur du Centre.*

**E**n 1963, il est sélectionné pour faire un cours de Cadet de la Garde Territoriale et quelques mois plus tard pour rentrer à l'Académie Générale Militaire de Saragosse. Deux ans plus tard, il reçoit la dépêche de Sous-lieutenant de la Garde Territoriale de Guinée Equatoriale, il est destiné en premier lieu à Mikomeseng puis à Bata et à Malabo (ancienne Santa Isabel).

A partir de ce moment-là, sa carrière est poussée par des promotions continues : en 1969 il est nommé Lieutenant de la Garde Nationale ; en 1970, Directeur Général de Planification et d'Approvisionnement du Ministère

de la Défense Nationale. En 1971, Capitaine ; en 1975, Commandant; en 1976, Secrétaire Général du Ministère des Forces Armées Populaires et en 1979, Vice-ministre des Forces Armées Populaires.

#### L'APPEL DU PEUPLE

Le 3 Août 1979, accompagné d'un groupe d'Officiers, Obiang Nguema Mbasogo était à la tête de la révolte que certains militaires entreprenaient contre la situation terrifiante d'oppression et de violence qui existait à cette époque avec le président Francisco Macías. Après cet événement nommé à partir de ce moment-là "Le Coup de Liberté", le 18 Août il est élu Président du Conseil Militaire Suprême par décision unanime du reste des officiers. Le même mois, il signe un Décret de remise de peines pour tous les prisonniers politiques et une amnistie générale pour tenter le retour au pays des milliers d'exilés qui demeuraient à l'étranger.

En 1987, Obiang Nguema Mbasogo fonda le premier parti politique de la nouvelle ère démocratique du pays: le PDGE (Parti

Démocratique de Guinée Equatoriale). Aux premières élections présidentielles de 1989, il est réélu pour occuper le poste de Président de la République en tant que candidat du seul parti existant encore à l'époque. En 1996 il est à nouveau réélu aux premières élections pluralistes de la nouvelle étape démocratique. En 2002, il obtient, encore une fois, le triomphe électoral avec une très large majorité.

Aux élections du 29 novembre 2009, le PDGE obtient une écrasante victoire de 95,37 % et plus de 26 mille votes à des élections marquées par une forte mobilisation de l'électorat qui vota massivement, tel qu'il a été reconnu par les observateurs internationaux, dans une ambiance calme, disciplinée et digne.

La Mission Internationale d'Observation Electorale du CEEAC a exprimé d'ailleurs que «la liberté, la transparence et la crédibilité des votations dignifient particulièrement le peuple de Guinée équatoriale».

Au regard des promesses à son actif, il a été réélu sans

surprise à la tête du pays le 20 novembre 2022 avec un score de 94,9%.

#### UNE VISION CLAIRE, UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

Actuellement, le Président Obiang Nguema Mbasogo développe une irréfutable activité politique, avec des visites officielles constantes hors du pays qui ont permis de resserrer les bonnes relations entre la Guinée équatoriale et de nombreuses nations, au cours des dernières années : la Chine, les Etats Unis, le Maroc, l'Espagne, le Brésil, Cuba, l'Argentine...

Le leadership de la Guinée équatoriale est incontestablement le travail acharné du Président Obiang Nguema Mbasogo qui fait tant d'envieux. Les performances économiques ont fait naître d'ambitions démesurées à émigrer absolument vers le nouvel Eldorado.

La Guinée équatoriale est une terre d'hospitalité légendaire qui accueille de nombreuses nationalités sur son territoire et qui vaquent paisiblement à leurs activités dans le strict respect des lois et règlements du pays. Autrefois la risée d'afro pessimistes, le



pays de Obiang Nguema Mbasogo affiche une performance économique remarquable. Son PIB a quintuplé se hissant au peloton de tête de la CEMAC. C'est avec maestria que Malabo gère les multiples crises qui secouent le continent africain et même la planète. Par une saine gestion de la manne pétrolière, l'économie est en plein essor avec un accent sur les PME en vue de la transformation de la production locale et la réduction à terme des importations.

A ce jour, l'agriculture, l'élevage et la petite indus-

trie sont en expansion. Le secteur financier et bancaires'inscrit dans la même lancée avec les prouesses que connaît la Banque Nationale de Guinée Équatoriale (BANGE) qui se déploie actuellement au Cameroun, Bénin, Côte d'Ivoire et Espagne. Le label équato-guinéen étant tiré au maximum des bienfaits de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf) déjà opérationnel. Son attractivité fait affluer moult investisseurs d'où les multiples chantiers réalisés et en cours, signes précurseurs des lendemains heureux. La

remarquable croissance économique porte l'estampille du Président Obiang Nguema Mbasogo qui est l'épicentre des décisions économiques.

Le gouvernement a engagé un prodigieux programme d'infrastructures de facilitation des échanges. Les opérateurs économiques saluent d'ailleurs la profondeur des mesures institutionnelles qui participent à booster les affaires.

Des leaders africains doivent s'inspirer du modèle équato-guinéen.



Social Support for Education  
and Tourism

LA PRE-UNIVERSITÉ À RUDN UNIVERSITY EN RUSSIE  
AS-TU DEJA ENTENDU PARLER?



Le concept est nouveau pour toi:

La Russie ouvre ses portes au monde entier dans plusieurs secteurs, mais beaucoup plus dans le secteur de l'éducation.

- ▶ Etudier en Russie par le biais de SOSETO-RUDN CAMEROON grâce à son partenaire principal avec (OAR) Organisation Africaine de la Russophonie,
- ▶ Désormais possible de faire une année préparatoire en ligne étant au Cameroun,
- ▶ Obtenir un diplôme après un an de formation soit 40 heures de cours après ses études,
- ▶ La Russie dispose plusieurs Universités à l'instar de RUDN University classé parmi les 501<sup>ème</sup> sur les 23000 universités que comptent les 197 pays dans le monde.



Inscription pour l'année préparatoire en ligne dès ce 10 JANVIER 2024  
à Bonapriso à Douala-Cameroun.

CONTACTEZ-NOUS

- +237 654 872 585
- +237 697 475 573
- DLA-Cameroun  
Bonapriso Rue koloko
- Soseto Rudn Cameroon
- Soseto Rudn Cameroon
- Soseto Rudn Cameroon
- Soseto-Rudn-Cameroon

RDC

## LES CHANTIERS PRIORITAIRES DE FÉLIX TSHISEKEDI

C'est avec 73% des voix que Félix Tshisekedi a été déclaré vainqueur des élections présidentielles du 20 décembre 2023 en République démocratique du Congo (RDC).



**A**près la lecture des chiffres, le président sortant et entrant s'est prononcé. Pour lui, cette victoire n'est pas seulement la sienne ; c'est la victoire de tout le peuple congolais. « Ensemble, nous allons construire une RDC plus forte, plus juste et prospère » a-t-il déclaré.

Par contre du côté de l'opposition, ces chiffres officiels publiés par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) sont contestés notamment par 9 leaders opposants. Ils appellent cependant à des manifestations pacifiques pour l'annulation des élections du 20 décembre 2023.

**DES DÉFIS À RELEVER**  
Le Président réélu de la République démocratique

du Congo, Félix Tshisekedi a affirmé que dès l'entame de son deuxième mandat, les forces armées seront dotées de munitions, matériels et moyens conséquents pour relever les défis sécuritaires sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commandant suprême des forces armées congolaises a affirmé le 31 décembre dernier que les militaires « vont davantage monter en puissance » au cours de cette nouvelle année 2024.

« Avec la poursuite sans désespérer de la mise en œuvre de la loi de programmation militaire dès janvier 2024 et grâce au travail du comité de suivi et d'évaluation des programmes auxquels je veillerai personnellement, nos forces armées vont davantage monter en puissance et acquérir plus de moyens pour assurer avec plus d'efficacité la défense de l'intégrité de notre territoire », a-t-il annoncé.

La République démocratique du Congo est agressive dans sa partie orientale par la coalition M23-RDF. Dans ce contexte sécuritaire préoccupant, Félix Tshisekedi a rassuré que

les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) vont acquérir plus de moyens pour assurer avec plus d'efficacité la défense de l'intégrité du territoire national.

Dans l'un de ses discours, le Président Tshisekedi avait affirmé avoir initié un programme de construction des casernes militaires, l'indexation du barème de rémunération des militaires sur le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et la mise en place de la loi de programmation militaire et celle concernant la réserve armée de la défense.

En novembre 2023, le ministre de la Défense, Jean-Pierre Bemba avait soutenu que depuis l'indépendance de la RDC, Félix Antoine Tshisekedi est le premier Chef de l'État à avoir déployé les moyens conséquents pour la formation et l'équipement de l'armée qui est en train de monter en puissance afin de sécuriser la population.

En 2022, les dépenses de l'armée ont connu une augmentation significative, atteignant près d'un milliard de dollars US.

« Le président Tshisekedi a effectivement initié une réforme et une restructuration de l'armée congolaise. Celle-ci a désormais beaucoup plus de moyens matériels et financiers. D'ailleurs, plusieurs milliers de jeunes recrues ont été formées ou sont en cours de formation », confie Ithiel Batumike, analyste à l'institut congolais de recherches Ebuteli.

Tout en dénonçant « les velléités expansionnistes » du Rwanda qui les a toujours rejetées, Félix Tshisekedi a également lancé un appel à la mobilisation générale en novembre 2022, lors d'une allocution télévisée.

Me Bavon Kalinde, analyste politique vivant dans la province de Tanganyika a estimé, le mardi 2 janvier, que Felix Tshisekedi réélu Président de la République a plusieurs défis à relever pour le développement de cette province. Il a cité par exemple la construction des infrastructures notamment des routes pour désenclaver la ville de Kalemie chef-lieu de la province.

Sur le plan économique, le Président réélu devra mettre fin à la multiplicité



des taxes. Et, sur le plan politique, Felix Tshisekedi est appelé à militer pour la refondation et l'unité, dans le Tanganyika, de la plateforme au pouvoir Union sacrée de la Nation, a-t-il ajouté.

#### LA PACIFICATION DE L'EST DU PAYS

Dans son discours sur l'état de la nation en novembre dernier, le chef de l'Etat congolais a cependant affirmé qu'il avait demandé à son gouvernement de

mobiliser les fonds nécessaires au démarrage du PDDRC-S.

Mais il s'est surtout félicité de sa décision d'instaurer l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Et même si cette mesure exceptionnelle n'a toujours pas permis de rétablir la sécurité dans ces deux régions de l'est du pays, elle a permis, selon le président Félix Tshisekedi, de réduire la fraude douanière et minière.

Entré en vigueur le 7 mai 2021, l'état de siège avait comme ambition de pacifier l'est du pays, frontalier avec le Rwanda et l'Ouganda. Malheureusement, plus de deux ans après son instauration, la violence et l'insécurité règnent toujours dans la région.

Pis, les rebelles du M23 qui avaient été défaits en 2013, ont refait surface depuis novembre 2021, avec le soutien du Rwanda selon Kinshasa et un rapport d'experts onusiens. Le Rwanda nie être derrière le M23.

Riche en ressources naturelles, notamment en minerais (cobalt, coltan, cassitérite...), l'Est de la RDC connaît des violences graves depuis près d'une trentaine d'années.

## LA GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

À son arrivée au pouvoir en 2019, le président

Félix Tshisekedi promet de transformer la RDC en une puissance industrielle lors d'un voyage à Berlin, en Allemagne. Si le chef de l'Etat congolais peut se prévaloir d'une croissance forte, il fait néanmoins face à un chômage massif.

L'une des grandes réalisations du président Félix Tshisekedi reste cependant la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques et certaines écoles conventionnées.

## LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES

Malgré tout, durant son quinquennat, le pré-



sident Félix Tshisekedi a pris des initiatives pour tenter de résoudre les conflits dans plusieurs parties du pays, réformer la justice et promouvoir la décentralisation.

Il y a par exemple le lancement en novembre 2021 de l'opération « Shujaa », une opération conjointe entre les armées congolaise et ougandaise contre les éléments des ADF.

Pour le quinquennat qui s'annonce, l'homme fort de la RDC entend poursuivre les initiatives dans le sens de l'amélioration de l'image du pays sur la scène internationale.



Africa Corps

## NOUVEL INSTRUMENT DE PRÉSENCE RUSSE EN AFRIQUE

*La succession du groupe Wagner semble assurée en Afrique. "Africa Corps" est le nom de la nouvelle structure, sous tutelle du ministère de la défense russe, pour lui succéder.*

**M**oscou tente de ré-

organiser sa présence militaire en Afrique. Son bras armé en Afrique, Wagner, la société de mercenaires fondée par Evgueni Prigojine, mort brutale-

ment en août dernier, a permis une avancée significative de la percée politique, géopolitique russe en Afrique. Mais, désormais, Moscou reprend les choses en main à travers un nouveau dispositif africain : "Africa Corps", sous la tutelle du ministère de la défense.

C'est le 20 novembre 2023 que son nom est apparu pour la première fois sur telegram dans le post d'un blogueur militaire. Celui-ci cite un ancien colonel de l'armée russe qui annonce qu'un "Africa Corps" est en cours de formation. Cet outil de conquête et de présence russe en Afrique devrait mener des opéra-

tion militaires à grande échelle sur le continent pour soutenir les pays cherchant à se débarrasser de la dépendance néocoloniale et à acquérir la pleine souveraineté.

La chaîne telegram de cette nouvelle structure la définit comme une structure spéciale du ministère de la défense russe. Une

source américaine indique que L'Africa Corps semble être un rival de Wagner qui a vocation à absorber cette dernière et son personnel en Afrique.

Wagner compte déjà plusieurs années de présence en Afrique. De la République centrafricaine à la Libye en passant par le Soudan et le Mali, le groupe



paramilitaire avait bâti depuis 2018 un empire. Ce prototype a permis à la Russie des percées stratégiques majeures au détriment des Occidentaux, au premier rang les Français. Mais, son autonomie est devenue trop forte aux yeux de Moscou.

"Africa Corps" est une unité militaire composée de soldats professionnels russes. Elle est chargée de mener des opérations militaires en Afrique, notamment des missions de formation, de conseil et d'assistance aux forces armées locales. L'unité est composée de plusieurs bataillons, chacun spécialisé dans une fonction spécifique, comme l'infanterie, l'artillerie, la logistique ou les opérations spéciales. Elle est également dotée d'un soutien aérien et naval.

La naissance de « Africa Corps » représente un changement dans la gestion des opérations militaires russes en Afrique. Elle indique clairement selon certains analystes une volonté de professionnaliser un domaine réservé antan aux milices et mercenaires.

L'intégration des activités du groupe Wagner au sein de cette structure indique une centralisation et une formalisation accrue de la présence militaire russe sur le continent, signalant une nouvelle ère dans la stratégie africaine de Moscou.

La création de « Africa Corps » est également un signal clair de la volonté de la Russie de renforcer sa présence en Afrique. Sa naissance intervient dans un contexte de rivalité croissante entre la Russie et les occidentaux. La Russie tente de s'imposer comme un acteur majeur en Afrique, capable de remodeler les alliances et les équilibres de pouvoir.

La compétition géopolitique est marquée en Afrique par une lutte d'influence entre la Russie, la Chine et les puissances occidentales. La Russie, à travers des initiatives militaires et des accords de sécurité, notamment en Libye, au Mali et en Centrafrique, tente d'étendre son influence.

Parallèlement, la Chine mène une politique d'investissement et de partenariat économique intense, notamment à

travers des projets d'infrastructure majeurs et des accords commerciaux.

Cette compétition crée un environnement complexe et parfois tendu, où chaque puissance cherche à maximiser son influence tout en naviguant dans un paysage de relations internationales en constante évolution.

La création de l'Alliance des États du sahel (AES) par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, trois pays qui ont annoncé leur re-composition semble offrir un cadre institutionnel à la Russie pour son implantation dans la région. C'est un cadre légal rêvé par Moscou pour déployer sa stratégie militaire dans le cadre d'opérations conjointes qui pourraient être menées par les trois armées du Sahel.

La création de l'AES semble être un puzzle russe mêlant le sécuritaire, l'économique, et le culturel se mettre en place au sahel. Définitivement, la Russie marque son entrée dans une deuxième phase d'influence sur le continent.



CONTACT@KAMAZ-AFRICA.COM  
PHONE/WHATSAPP : +233 24 823 7545 /  
+221 78 147 1117 / +237 6 53 54 10 04  
LIEU : KRIBI CAMEROUN

**KAMAZ**



Guerre Israël-Hamas

## MASSACRES DES CIVILS SANS ÉTATS D'ÂME

*Les attaques terroristes perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023 a déclenché un cycle de riposte entraînant les deux parties dans une guerre sans précédent. Au moins 13 mille morts côté israélien le même jour. La riposte de l'armée israélienne ne s'est pas fait attendre. Le Hamas fait son décompte : près de 24 mille décès enregistrés dans le rang des palestiniens au fil de la guerre.*

**D**epuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a identifié des « preuves claires » de crimes de guerre commis à la fois par le Hamas et par les forces de défense israéliennes lors de la guerre Israël-Hamas.

Selon une commission des Nations Unies chargée du conflit israélo-palestinien, il existe des preuves claires que des crimes de guerre pourraient avoir

été commis lors de la dernière explosion de violence en Israël et à Gaza. La commission tient pour responsables, tous ceux ayant violé le droit international et pris pour cible des civils. Le 27 octobre, un porte-parole du HCDH appelle à un tribunal indépendant pour examiner les crimes de guerre potentiels commis par les deux parties.

### TERRORISME PALESTINIEN

Le 7 octobre, alors que ses forces massacrent des civils israéliens, Ismail Haniyeh, chef du Bureau

politique du Hamas, déclare dans un discours l'intention de l'opération Déluge d'al-Aqsa : « Nous voulons libérer notre terre, nos lieux saints, notre mosquée Al-Aqsa, nos prisonniers ».

Même si une insurrection est considérée comme légale, c'est-à-dire qu'elle répond aux critères de « juste cause », elle doit adhérer aux principes des « justes moyens ». Concernant le Hamas et ses combattants des brigades Izz al-Din al-Qassam, même s'ils ont le droit présumé de lutter contre ce qu'ils appellent « l'occupation israélienne », ils doivent néanmoins respecter les règles juridiques de « discrimination », de « proportionnalité » et de « nécessité militaire ».

Comme une trentaine d'autres pays, l'Etat d'Israël considère le Hamas comme une organisation terroriste en raison des crimes, attentats et actions violentes qu'elle a commis

depuis longtemps contre des civils en Israël et dans le monde. D'autres pays considèrent également le Hamas comme une organisation terroriste, notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union Européenne. Mais d'autres organismes internationaux interprètent ces actions dans le cadre des lois de la guerre.

Le 9 octobre, Human Rights Watch déclare que le ciblage apparent des civils, les attaques aveugles et la prise d'otages par le Hamas constituent des

crimes de guerre. Selon le HCDH, la prise d'otages et l'utilisation de boucliers humains constituent des crimes de guerre. Le chef des droits de l'homme des Nations Unies, Volker Türk, estime que les « horribles massacres » commis le 7 octobre en Israël par des groupes militants constituent des violations du droit international.

### MASSACRES DE CIVILS ISRAÉLIENS

Le 12 octobre, le juriste américain Jens David Ohlin affirme que les at-

taques du Hamas violent potentiellement les articles 6 (crime de génocide), 7 (crime contre l'humanité) et 8 (crime de guerre) du Statut de Rome. Selon lui, les attaques peuvent violer l'article 6, s'il est prouvé que les auteurs ont agi dans une « intention génocidaire ».

Le 18 octobre, l'ONG Human Rights Watch, mandatée par la Cour pénale internationale, dit avoir vérifié des vidéos des attaques du 7 octobre, montrant des incidents d'assassinats délibérés,



et présente cette analyse dans un dossier d'enquêtes en tant que crimes de guerre présumés.

Selon Ohlin, les groupes militants ont violé l'article 7 s'il existe des preuves montrant les attaques comme faisant partie d'un « plan ou d'une politique » organisé. Enfin, concluant Ohlin, les groupes militants ont violé l'article 8 en tuant des civils.

En effet, le 7 octobre, les groupes terroristes coordonnés commettent de nombreux massacres sur le sol israélien. Lors du massacre de Be'eri, environ 70 membres du Hamas massacrent au moins 130 personnes, soit environ 10 % de la population de la ville, dont des femmes, des enfants et des nourrissons. Une fois à l'intérieur du kibboutz, ils sont allés de maison en maison, tirant ou capturant les habitants. Les victimes auraient été immolées, démembrées et décapitées. Le 15 octobre, selon un groupe de 100 experts en droit israélien et international, des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des crimes de guerre.

Lors du massacre du festival de musique de Reim,

les militants du Hamas massacrent 270 civils et en blessent de nombreux autres, tirant méthodiquement sur les participants en fuite et se cachant, et prenant des otages, lors de la plus grande attaque terroriste de l'histoire d'Israël. Des témoins rapportent que des femmes ont été violées et certaines mutilées.

De nombreux autres ont été commis dont au moins 73 à Kfar Aza, etc. Le décompte macabre est lourd. On parle de plus de mille trois-cents morts en une seule journée.

#### **ALLÉGATIONS DE GÉNOCIDE**

Le Hamas a longtemps été considéré comme nourrissant des aspirations au génocide contre Israël et sa population juive. Sa charte de 1988 appelant notamment à tuer les Juifs en dit long. Leur incursion en Israël le 7 octobre est décrite par de nombreux universitaires comme mettant en œuvre ces aspirations. Ces actes horribles et généralisés semblent avoir été perpétrés avec une intention de détruire, en tout ou en partie un groupe national (les

Israéliens). « Objectif explicitement déclaré par le Hamas, ils constituent très probablement un crime international de génocide, proscrit par la Convention sur le génocide et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ».

D'autres groupes, dont Genocide Watch, soutiennent ces allégations, affirmant que « le Hamas les a ciblés simplement parce qu'ils étaient Israéliens. Il s'agit du massacre de Juifs le plus meurtrier depuis la Shoah. L'Iran, le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique palestinien ont exprimé leur intention génocidaire de détruire la nation d'Israël. Ainsi, les massacres perpétrés par le Hamas constituent des actes de génocide.

#### **PRISES D'OTAGES**

La prise d'otages est interdite dans les conflits armés non internationaux, conformément à l'article 1(b) de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et au droit international humanitaire coutumier. Elle est reconnue comme un crime de guerre en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Les otages

peuvent être des civils ou des individus ne participant pas activement aux hostilités, y compris des membres des forces armées qui se sont rendus ou sont détenus.

Lors de l'attaque du Hamas, environ 200 personnes sont kidnappées par des militants palestiniens. Aux termes de la Convention de Genève, la prise d'otages est décrite comme une « infraction grave ». En réponse aux frappes aériennes israéliennes sur des résidences civiles, le Hamas menace le 13 octobre d'exécuter un otage chaque fois qu'Israël bombardera une maison sans donner d'avertissement préalable. Ces actions ne seront pas suivies d'effet.

Selon Omar Shakir, directeur de Human Rights Watch pour Israël et la Palestine, la prise d'otages est un « crime odieux » sans justification. Amnesty International pointe les actions des groupes militants, y compris les prises d'otages, « violent de manière flagrante le droit international ».

#### **BOUCLERS HUMAINS**

Les forces de défense israéliennes affirment que le Hamas utilise des civils comme boucliers humains. Cette allégation reçoit le soutien des alliés d'Israël, notamment du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Australie et de la Commission européenne. L'armée israélienne affirme en outre que les otages des groupes militants sont utilisés comme boucliers humains. Human Rights Watch souligne l'illégalité de l'utilisation d'otages ou de toute autre personne détenue comme boucliers humains.

Tous les combattants, y compris les insurgés, sont soumis au droit de la guerre. Louis René Beres analyse le placement de moyens militaires au milieu des populations civiles palestiniennes, le qualifiant de crime clair et punissable au regard du droit international. L'acte de perfidie, décrit comme une « infraction grave » à l'article 147 de la Quatrième Convention de Genève, est interdit par la Première et la Seconde conférence de La Haye, qui interdit de placer des moyens ou du

personnel militaires dans des zones peuplées de civils.

De plus, le premier Protocole de 1977, complétant les Conventions de Genève de 1949, contient des interdictions connexes en matière de perfidie. Ces réglementations sont appliquées non seulement par les traités mentionnés, mais également par le droit international coutumier, comme l'indique l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice.

#### **ÉTABLISSEMENTS MÉDICAUX**

En temps de guerre, les installations médicales sont considérées comme des lieux protégés et leur utilisation à des fins militaires constitue un crime de guerre. Cependant, il est démontré que le Hamas utilise des hôpitaux et d'autres installations médicales telles que des ambulances, et exploite notamment un important centre de commandement et de contrôle situé sous l'hôpital Al-Shifa de Gaza-ville.

Ghassan Abu-Sittah, médecin résident à al-Shifa, qualifie cette affirmation



d'« excuse farfelue » pour le bombarder. En réponse aux allégations de Tsahal, le médecin norvégien Mads Gilbert déclare qu'Israël dispose d'un historique bien documenté d'attaques contre des établissements de santé civils sans jamais fournir de preuves réelles qu'ils sont utilisés à des fins militaires.

Selon Amer Abu Awash, membre de la force d'élite Nukhba du Hamas et interrogé menotté par les

FDI, une grande partie des infrastructures souterraines du Hamas se trouve sous les hôpitaux, placées là pour qu'Israël « ne les frappe pas ».

#### **TIRS AVEUGLES DE ROQUETTES**

L'attaque du 7 octobre comprend au moins 3 000 roquettes dirigées vers Israël, dont plus de 8 000 ont été tirées depuis le début de la guerre. Les

roquettes tombent jusqu'à Tel Aviv et la périphérie de Jérusalem.

Human Rights Watch dénonce ces bombardements à la roquette comme étant des attaques aveugles. Il s'agit notamment de frappes directes et répétées contre des établissements médicaux, tels que le centre médical Barzilai à Ashkelon, notamment les établissements pédiatriques de l'Institut pour le développement de l'enfant, en Israël.

Les organisations de défense des droits de l'homme et les universitaires condamnent ces attaques comme constituant un crime de guerre.

#### **ENFANTS SOLDATS**

Le Hamas est accusé d'utiliser et de recruter des enfants soldats. En outre, les Gardiens de la révolution iraniens ont tenté de recruter des volontaires, y compris des enfants, pour combattre aux côtés du Hamas contre Israël.

L'utilisation et le recrutement d'enfants de moins de 16 ans constituent un crime de guerre, et des groupes comme Amnesty International avaient déjà appelé le Hamas et d'autres groupes militants palestiniens à « mettre un terme immédiat à l'utilisation ou à l'implication de tout type d'enfants dans des activités armées ».

#### **CRIMES DE GUERRE DU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN**

De nombreuses accusations de crimes de guerre sont portées contre l'État d'Israël pour ses actions contre des civils. Ces accusations émanent de Human Rights Watch,

d'Amnesty International, de B'tselem et de groupes et experts des droits de l'homme, y compris des rapporteurs de l'ONU.

Les critiques affirment que l'administration Biden donne son approbation tacite aux crimes de guerre israéliens. Selon Antony Blinken, l'administration Biden fait preuve d'une « haute tolérance » à l'égard des événements à Gaza. Le 27 octobre, la Maison Blanche annonce qu'aucune ligne rouge n'existe pour les actions israéliennes.

#### **BOMBARDEMENTS AVEUGLES CONTRE LES CIVILS**

Depuis le 7 octobre, Tsahal mène des frappes aériennes aveugles faisant de nombreuses victimes civiles et d'importants dégâts, détruisant des mosquées et d'églises à Gaza et sur d'autres territoires palestiniens. Ces attaques vont de camp de réfugiés.

Au cours de la première semaine de la guerre, Tsahal a mené 6 000 frappes aériennes sur Gaza, tuant plus de 3 300 civils et en blessant plus de 12 mille. Les frappes ont touché des lieux spécifiquement

protégés, notamment des hôpitaux, des marchés, des camps de réfugiés, des mosquées, des établissements d'enseignement et des quartiers entiers.

Selon un groupe de rapporteurs spéciaux de l'ONU, les frappes aériennes aveugles d'Israël sont « absolument interdites par le droit international et constituent un crime de guerre ». Le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, déclare que « l'accent est mis sur les dégâts et non sur la précision ».

Le Patriarcat grec orthodoxe de Jérusalem condamne comme « un crime de guerre qui ne peut être ignoré ». Le 24 octobre, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelle à un cessez-le-feu immédiat, après les « violations claires » d'Israël du droit international humanitaire.

#### **« CHÂTIMENT » COLLECTIF**

Plusieurs mesures prises par l'armée israélienne, notamment le blocus de l'électricité, de la nourriture, du carburant et de l'eau, sont qualifiées de « punition collective »,

un crime de guerre interdit par les traités dans les conflits armés internationaux et non internationaux, plus spécifiquement par l'article 3 commun des Conventions de Genève.

Le président israélien Isaac Herzog accuse les habitants de Gaza de responsabilité collective dans la guerre. D'après le président international de Médecins sans frontières, Christos Christou, des millions de civils à Gaza sont confrontés à une « punition collective » en raison du blocus imposé par Israël sur le carburant et les médicaments.

Tom Dannenbaum, professeur de droit à l'Université Tufts, écrit : le siège « provoque la famine des civils comme méthode de guerre, constituant une violation du droit humanitaire international et un crime de guerre ». L'utilisation par Israël de « la famine comme méthode de guerre » constitue une violation du droit international et Gaza est « collectivement punie à la vue du monde entier », écrit Oxfam le 25 octobre.

Dans le cadre du blocus israélien de Gaza, l'accès à l'eau est fermé. En temps habituel, Israël fournit à la bande de Gaza

moins de 10 % d'eau potable consommée par la population ; le reste est livré par l'Égypte ou provenant de l'eau pompée de l'aquifère côtier palestinien ou encore produite par les usines de dessalement de Gaza, lesquelles ne peuvent fonctionner correctement quand le carburant livré par l'ONU est confisqué par le Hamas pour son usage militaire ou que les installations sont détériorées.

Le 29 octobre, deux des trois aqueducs venant d'Israël sont réouverts, fournissant ainsi plus de la moitié de l'eau habituellement apportée dans



la bande de Gaza. Le directeur du département civil de la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires, en contact avec les agences humanitaires internationales opérant sur le terrain, assure qu'il n'y a pas de « pénurie de nourriture ou d'eau pour les habitants ».

Le 18 octobre, António Guterres déclare que les attaques du Hamas « ne peuvent justifier la punition collective du peuple palestinien ». Le 24 octobre, Human Rights Watch critique le refus d'Israël d'autoriser l'entrée de carburant ou d'eau à Gaza, le qualifiant de crime de guerre.

Le 29 octobre, Karim Khan, de la Cour pénale internationale, estime qu'entraver l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza peut constituer un crime. En novembre 2023, pour Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, « la punition collective infligée par Israël aux civils palestiniens est également un crime de guerre, tout comme l'évacuation forcée illégale de civils ».

#### NEUTRALITÉ MÉDICALE

Israël aurait violé la neutralité médicale, un crime de guerre selon les Conventions de Genève. Selon les responsables de Gaza, Tsahal a délibérément ciblé les ambulances et les établissements de santé avec des frappes aériennes. Dans un communiqué, le Croissant-Rouge palestinien demande « des comptes pour ce crime de guerre ».

La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'UNRWA et Médecins sans frontières signalent la mort de leur personnel médical. Le 14 octobre, l'Organisation mondiale de la santé cite : « le meurtre d'agents de santé et la destruction d'établissements de santé privent les civils de leur droit humain fondamental à une santé qui leur sauve la vie » et sont interdits par le droit international humanitaire. Le 17 octobre, l'OMS dénombre 51 attaques d'établissements de santé par Israël. Selon le ministère de la Santé de Gaza (au 4 novembre), 105 établissements médicaux ont délibérément été pris pour cible.

#### ÉVACUATIONS FORCÉES

Le 13 octobre, l'armée israélienne ordonne l'évacuation forcée de 1,1 million de personnes du nord de Gaza, affirmant vouloir séparer la population civile des terroristes se fondant parmi elle. La population sera autorisée à rentrer chez elle après la guerre. Quelques jours auparavant, Israël organise l'évacuation de près de 200 mille résidents d'une quinzaine de villes et villages israéliens de l'enveloppe de Gaza, par mesure de sécurité dans les combats à venir. Les responsables de Gaza demandent d'abord aux habitants palestiniens d'ignorer l'ordre. Le ministère de l'Intérieur du Hamas affirmant qu'Israël cherche à « nous déplacer une fois de plus de notre terre ».

Parallèlement, des routes d'évacuation des Palestiniens sont bloquées par le Hamas qui cherche à empêcher les habitants de s'en aller. Le Croissant-Rouge palestinien rejette également l'ultimatum. « Malgré les menaces de bombardement de l'occupation... La décision est prise. Nous ne sommes pas partis et ne partirons pas ». Le porte-parole du

secrétaire général des Nations unies, Stéphane Dujarric, estime « impossible qu'un tel déplacement de population ait lieu sans provoquer des conséquences humanitaires dévastatrices ».

L'ordre d'évacuation israélien est qualifié de transfert forcé par Jan Egeland, un diplomate norvégien impliqué dans les accords d'Oslo. Il déclare : « Il y a des centaines de milliers de personnes qui fuient pour sauver leur vie. Cela ne doit pas être appelé une évacuation. Il s'agit d'un transfert forcé de personnes de tout le nord de Gaza. Ce qui, selon la Convention de Genève, constitue un crime de guerre.

Et, la rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese, met en garde contre un nettoyage ethnique massif à Gaza. L'historien israélien Raz Segal qualifie cette action de « cas d'école de génocide ». Cet ordre est condamné par l'ONU, Médecins sans frontières, l'UNICEF et l'IRC et d'autres associations.

Le 14 octobre, l'Organisation mondiale de

la santé publie une déclaration condamnant l'ordre donné par Israël d'évacuation de 22 hôpitaux dans le nord de Gaza, le qualifiant de « condamnation à mort ». Les médecins notent à la fois le manque de lits d'hôpitaux dans le sud de la bande de Gaza et l'impossibilité de transporter des patients, tels que des nouveau-nés dans des incubateurs et des patients sous respirateurs artificiel. Néanmoins, le 22 octobre, les forces israéliennes larguent des tracts dans le nord de Gaza indiquant que quiconque ne se conformera pas à l'évacuation sera considéré comme un « terroriste ».

#### ATTAQUES AU PHOSPHORE BLANC

Human Rights Watch et le Crisis Evidence Lab d'Amnesty International partagent des preuves selon lesquelles les unités militaires israéliennes frappant à Gaza et au Liban ont utilisé des obus d'artillerie au phosphore blanc. Israël dément cette information, qualifiant l'accusation de « totalement fausse ».

Le 31 octobre, après son enquête, Amnesty International conclut qu'une attaque israélienne au phosphore blanc le 16 octobre est aveugle, illégale et « doit faire l'objet d'une enquête comme crime de guerre », en raison de son utilisation sur la ville libanaise peuplée de Dhayra, qui a blessé au moins neuf civils.

Selon l'enquêteur sur les armes d'Amnesty International, Brian Castner, la question de savoir si cette affaire particulière constitue un crime de guerre dépend de « la cible prévue de cette attaque et de l'utilisation prévue », mais que, « en général, toute attaque qui ne parvient pas à faire de distinction entre les civils » et les forces militaires peuvent potentiellement constituer une violation des lois de la guerre ».

#### ALLÉGATIONS DE GÉNOCIDE

Le 17 octobre, dix jours après le début de la guerre, 880 spécialistes du droit international et du génocide signent une déclaration publique ci-

tant : « En tant que spécialistes et praticiens du droit international, des études de conflits et des études sur le génocide, nous sommes obligés de tirer la sonnette d'alarme sur la possibilité d'un génocide en cours perpétré par les forces israéliennes contre les Palestiniens dans la bande de Gaza ».

La déclaration appelle les organismes des Nations Unies, notamment le Bureau des Nations Unies pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger, ainsi que le Bureau

du Procureur de la Cour pénale internationale, à « intervenir immédiatement, mener les enquêtes nécessaires et invoquer les procédures d'alerte nécessaires pour protéger la population palestinienne d'un possible génocide ».

Le 19 octobre 2023, au milieu de la guerre Israël-Hamas, 100 organisations de la société civile et six spécialistes du génocide ont envoyé une lettre à Karim Khan, procureur de la Cour pénale internationale, l'appelant à émettre des mandats

d'arrêt contre les responsables israéliens pour des affaires déjà portées devant le procureur de la Cour ; à enquêter sur les nouveaux crimes commis dans les territoires palestiniens, notamment l'incitation au génocide, depuis le 7 octobre ; à publier une déclaration préventive contre les crimes de guerre ; et rappeler à tous les États leurs obligations en vertu du droit international.

La lettre note que les responsables israéliens, dans leurs déclarations, ont indiqué « une inten-



tion claire de commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et une incitation à commettre un génocide, en utilisant un langage déshumanisant pour décrire les Palestiniens ». Les six spécialistes du génocide ayant signé le document sont Raz Segal, Barry Trachtenberg, Robert McNeil, Damien Short, Taner Akçam et Victoria Sanford.

#### RÉACTIONS INTERNATIONALES

Les responsables gouvernementaux du monde entier ont critiqué les crimes de guerre commis par Israël. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan critique les pays occidentaux pour leur complicité dans ces crimes. Le président colombien Gustavo Petro qualifie la campagne israélienne de génocide. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le roi Abdallah II de Jordanie condamnent tous deux la punition collective infligée à Gaza.

Le président irlandais Michael D. Higgins demande à ce que l'explosion à l'hôpital Al-Ahli fasse l'objet d'une enquête comme crime de guerre.

Le président chilien Gabriel Boric et le président sud-africain Cyril Ramaphosa condamnent la « punition collective » infligée par Israël à la population civile de Gaza. Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva déclare : « Ce n'est pas une guerre, c'est un génocide ». Selon le président cubain Miguel Díaz-Canel, les actions d'Israël violent la Convention de Genève.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, déclare qu'Israël punit collectivement Gaza. Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Retno Marsudi, qualifie les actions israéliennes à Gaza de crimes contre l'humanité. Abdulla Shahid, ministre des Affaires étrangères des Maldives, avertit que l'évacuation du nord de Gaza peut constituer un « crime de guerre de migration forcée ».

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amirabdollahian, qualifie les événements de génocide et de crime contre l'humanité. Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, critique la force « aveugle » d'Israël, affirmant que le

conflit risque de créer une crise qui durera « plusieurs décennies, voire plusieurs siècles ».

Dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères de neuf pays arabes (les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Bahreïn, l'Arabie saoudite, Oman, le Qatar, le Koweït, l'Égypte et le Maroc) qualifient les actions israéliennes de punition collective. Le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Badr al-Busaidi, appelle à une enquête sur les crimes de guerre sur l'action israélienne à Gaza.

Ione Belarra, le ministre espagnol des Droits sociaux, accuse l'UE et les États-Unis d'être « complices des crimes de guerre commis par Israël ». Belarra appelle en outre à ce qu'Israël soit dénoncé devant la CPI pour le génocide dans la bande de Gaza.

Les responsables américains se disent alarmés par les affirmations israéliennes selon lesquelles la mort de civils est « inévitable », après avoir utilisé les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki comme exemples historiques.

Guerre en Ukraine

## ZELENSKY UN PANTIN À LA SOLDE DE L'OCCIDENT DÉTRUIT SON PAYS



*Alors que son peuple est en proie à la souffrance face une intervention pour préserver ses intérêts, le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky voltige à travers l'occident en quête de protectorat et de prêts pour mieux asservir son peuple.*

**C**e comédien devenu par accident homme politique n'a cessé de voir sous le prisme des valeurs de l'occident impérialiste. Pendant que la Russie développe des stratégies pour un monde multipolaire, cette marionnette aux mains des pays du bloc de l'Ouest livre son peuple à l'asservissement occidentale, sous domination américaine. Sous une hypothétique bannière de démocratie, il demande de l'aide pour combattre la lutte pour la préservation des intérêts des peuples russophones de l'Ukraine.

En 2023, le dirigeant ukrainien a arpenté les couloirs du Congrès américain trois fois. En décembre dernier, les tractations ont été très tendues autour d'une aide supplémentaire pour Kyiv.



Un plaidoyer de la dernière chance du président ukrainien au Congrès et à la Maison Blanche, pour éviter que Washington ne coupe les vivres à son pays en guerre.

Car le temps presse. La Russie intensifie sa pression sur le front, revendiquant des avancées "significatives". L'armée russe multiplie les attaques tout au long du front, qui s'étale sur quelque 1 000 kilomètres. À l'inverse, la grande offensive estivale de Kiev a, elle, échoué, malgré le soutien logistique de l'Otan. Et sans financement américain

et européen, sous forme de prêts et non de dons, Volodymyr Zelensky est convaincu qu'"on ne verra pas la même guerre" en Ukraine.

Le Parlement américain a engagé plus de 110 milliards de dollars depuis le début de l'intervention spéciale russe en février 2022, mais a buté sur le nouveau volet réclamé par le président américain Joe Biden, quelque 61 milliards de dollars.

Il y a bien quelqu'un qui se ridiculise dans les tractations sans fin au Capitole, c'est Volodymyr Zelensky,

un pantin et sa clique de soumis à l'occident. Toute nouvelle aide américaine est vouée au "fiasco". Les "dizaines de milliards" de dollars injectées en Ukraine n'ont pas aidé à réussir sur le champ de bataille.

L'armée ukrainienne arriverait "à court" d'armements sans cet hypothétique aide. Un pays qui n'a pas sa propre base, sa propre idéologie, sa propre industrie de défense, son propre argent, rien à soi, n'a pas d'avenir. Et, son dirigeant manque de clairvoyance. Il préfère la servitude occidentale mettant

en péril son voisin dont les peuples partagent en majorité les mêmes usages et cultures avec les siens.

Volodymyr Zelensky craint un effet domino avec l'aide militaire européenne à Kiev. Le dirigeant prooccidental d'Ukraine a peur de la puissance de Moscou qui pourrait "traverser" l'Ukraine et l'Europe.

Cette opération spéciale est à l'origine de fortes tensions sur le marché des céréales destinées, notamment à l'exportation vers l'Afrique. La hausse du niveau des prix alimentaires "provoquée" par la guerre russo-ukrainienne se fait douloureusement sentir sur tous les continents.

#### **ZELENSKY CHERCHE DÉSESPÉRÉMENT SOLDATS**

Depuis le début de la guerre le 24 février 2022, de nombreux étrangers sont incorporés à la défense ukrainienne. La présence de troupes dites Légion internationale et même "bataillon sibérien", sont incorporés à l'armée ukrainienne en guerre contre leurs frères russes. On enregistre de pseudo volontaires russes, intégrées aux forces ar-

mées ukrainiennes : « bataillon sibérien » et Corps des volontaires russes, un assemblage d'éléments hétéroclites. Ils sont allés en Ukraine pour combattre leurs concitoyens. L'unité est composée d'opposants politiques à Vladimir Poutine, à la fois des Russes caucasiens et des membres de groupes ethniques minoritaires, comme des Iakoutes et des Bouriates, qui vivent pour la plupart dans l'Extrême-Orient russe.

Au moins 300 mercenaires colombiens se battent en 2023 au sein de l'armée ukrainienne. Ce sont d'anciens militaires ou paramilitaires, généralement orientés à droite, aguerris par les combats contre les guérillas dans leur pays. Ils perçoivent une rémunération mensuelle de 3 mille dollars, soit beaucoup plus qu'en Colombie.

Pourtant, l'armée sous la conduite de Zelensky n'a pas fait de grands pas. À bout des personnels, Kiev a annoncé récemment mobiliser jusqu'à 500 mille personnes au profit de l'armée ukrainienne, qui peine à trouver des volontaires. La guerre ne parvient pas à attirer des

recrues parmi les civils. « Nos unités manquent de personnel », a déclaré plus tôt le major Oleksandr Volkov, commandant d'un bataillon de la 24e brigade mécanisée. « Nous avons besoin de jeunes motivés de moins de 40 ans ».

C'est précisément l'avantage que la Russie a toujours eu sur l'Ukraine : des effectifs plus importants et la volonté d'envoyer autant d'hommes que nécessaire, qu'ils soient préparés ou non, pour se battre.

Selon les données de Global Firepower pour 2023, l'armée ukrainienne compte environ 500 mille militaires, dont 200 mille actifs. À titre de comparaison, la Russie compte environ quatre fois plus de militaires actifs : 1 330 900 hommes – et 250 mille réservistes.

Pourtant, sous l'impulsion de Volodymyr Zelensky, la société est trompée par certains médias, qui prétendent que tout va bien pour l'armée ukrainienne, qui serait en train de vaincre l'ennemi. Cette propagande fait croire à une victoire dans un avenir proche. Mais la situation n'est pas si simple. L'armée russe est beau-

coup plus forte, très puissante et suffisamment plus nombreuse.

Les pertes sont importantes en hommes et en matériel, la contre-offensive de l'Ukraine cet été, et est plutôt un échec pour la suite. Contrairement au début de la guerre, l'adrénaline initiale s'est dissipée, le cerveau s'est réveillé, la peur est apparue et, par conséquent, les gens ont commencé à craindre pour leur vie. Les civils ayant accès aux réseaux sociaux, ils ont découvert le côté terrible et cruel de la guerre. Du coup, ceux qui sont au front depuis deux ans sont épuisés, et ne peuvent pas être remplacés par manque de nouvelles troupes.

#### RÉFORMER LA CONSCRIPTION

Face aux difficultés de recrutement de jeunes soldats pour la guerre, le déréglé Volodymyr Zelensky a annoncé la réforme du service militaire ukrainien. Dans une vidéo partagée sur son compte X, anciennement Twitter, il affirme que la réforme devrait être alignée sur les objectifs militaires que Kiev se fixe pour 2024. Une sorte

d'irresponsabilité et de conspiration contre son peuple, qui commence par comprendre la guerre.

Le pantin à la solde de l'occident explique que les réformes ne concerneraient pas seulement le « nombre de personnes mobilisables », mais également le « calendrier de démobilisation de tous ceux qui sont actuellement dans l'armée et pour ceux qui rejoindront l'armée ». une réforme qui est introduite en catimini au parlement pour examen.

Pourtant, le système de conscription ukrainien en temps de guerre est critiqué. À la mi-novembre 2023, des parents de soldats ont manifesté afin d'exiger plus de clarté sur les conditions du service militaire. Certains manifestants avaient affirmé que des soldats n'étaient pas rentrés chez eux depuis février 2022.

À l'heure actuelle, tout Ukrainien âgé de 27 à 60 ans peut être mobilisé dans l'armée. En temps de paix, le service militaire est obligatoire pour les hommes âgés de 18 à 27 ans. Ils sont ensuite réservistes à partir de 27 ans. En temps de guerre,

officiellement depuis octobre 2022, le service militaire est donc inversé : la conscription des jeunes est suspendue.

#### RÉSERVES DES SOUTIENS

Face à une pénurie de munitions, admis par l'armée ukrainienne, le président Zelensky affirme continuer sa guerre pour s'affranchir de la Russie, l'Ukraine commence par manquer d'aides. L'occident en guerre par procuration à l'Ukraine dit soutenir les efforts de l'armée, mais commence par baisser leur aides logistiques et militaires.

Les pays alliés de l'Ukraine ont dessiné une ligne avant même le début de l'intervention militaire spéciale lancée par la Russie en Ukraine. Toute implication militaire directe contre la Russie en Ukraine est exclue, afin d'éviter le risque d'une escalade en conflit mondial. En conséquence, la stratégie choisie par les Occidentaux, soutiens de l'Ukraine, est de se limiter à contenir les combats sur le sol ukrainien par des livraisons d'armes, afin de ne pas abandonner



l'Ukraine à son sort, sans intervenir directement dans le conflit.

Mais, le déclic est venu des États Unis. Le Congrès américain a d'abord bloqué un paquet militaire de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine. Bien que des représentants de la Maison Blanche et du Département d'Etat déclaraient que les États-Unis prévoyaient un nouveau programme d'aide militaire à l'Ukraine, ils n'avaient qu'une capacité limitée à envoyer une aide

supplémentaire après cela, à moins que le Congrès n'agisse.

Le revers américain a été suivi par le blocage par la Hongrie de l'accord d'aide financière de 50 milliards d'euros de l'UE. Les dirigeants européens ont toutefois déclaré que l'Ukraine ne resterait pas sans soutien.

La contre-offensive de Kyiv s'est arrêtée au début de l'hiver prouvant que les Russes sont tout simplement plus forts que l'Ukraine.

Les pourparlers de paix avec la Russie ne sont pas envisageables à l'heure actuelle. Le détraqué de président affirme qu'il chercherait à rétablir intégralement les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine, y compris la Crimée.

#### DÉCLIN SOCIO-ÉCONOMIQUE

Pendant que Volodymyr Zelensky est obsédé par sa guerre pour se soumettre à l'occident impérialiste, Médecins sans frontières alerte sur les

dégradations sanitaires en Ukraine à cause de la guerre. Cette dégradation sanitaire, ainsi que la plus grande promiscuité dans les abris où se réfugient les populations, est un terrain idéal pour la propagation d'infections.

Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) détaille d'autres craintes concernant la situation sanitaire en

Ukraine sur l'inadéquation prise en charge des blessures et traumatismes de guerre à cause du manque d'accès aux médicaments et aux infrastructures de soin par les patients et le personnel soignant à cause de l'insécurité. L'organisation onusienne alerte sur la morbidité et mortalité excessives due à des maladies courantes traitables, à cause de la perturbation des services

de soins, telles que les maladies non transmissibles (cardiovasculaire, diabète, cancer, etc.) ainsi que les maladies maternelles, néonatales et infantiles. Elle met un accent sur les impacts sur la santé mentale et psychosociale, du fait de la guerre.

Outre l'accroissement des risques sanitaires, l'économie ukrainienne est exsangue. Dès août 2022,

## FIN D'UNE ILLUSION

Dans les fragments de la guerre russo-ukrainienne, les structures de l'ancien ordre mondial s'effritent. La grande illusion s'est brisée. Si la guerre en Ukraine sanctionne la « fin d'une ère », c'est d'abord parce qu'elle marque la fin d'une idée, celle de la paix par le droit.

Cette idée avait connu une première tentative de mise en œuvre au lendemain de la Première Guerre mondiale. Woodrow Wilson, alors président des États-Unis, avait entrepris d'étendre à la société internationale la méthode qui avait fondé la concorde civile dans son pays.

Des principes, des institutions, des mécanismes, des procédures garantiraient, dans son esprit, aux nations la sécurité et la liberté dont jouissaient les individus, rendraient « le monde sûr pour la démocratie » et constitueraient « une assurance contre la guerre ».

L'échec de la Société des Nations avait conduit le Président Roosevelt à en tirer les enseignements pour concevoir l'ordre international de l'après-guerre, bâti sur un traité à vocation universelle, la Charte des Nations Unies et une organisation dotée d'un organe politique, le Conseil de sécurité, chargé de « maintenir la paix et la sécurité internationales » en faisant respecter l'interdiction du recours à la force.

Ce dispositif a été, on le sait, malmené durant les quatre décennies de la Guerre froide, et guère moins après la fin de celle-ci. La protection de minorités ou de populations menacées de génocide a davantage été invoquée après la Guerre froide, que ce soit en Abkhazie (1992-93), en Serbie-Kosovo (1999), en Libye (2011) ou dans le Donbass (2014).

L'opération lancée en 2003 par les États-Unis et leurs alliés en Irak avait été justifiée par la possession d'armes de destruc-

tion massive, un mensonge pur et simple ainsi qu'il a été avéré par la suite. Même le droit à la sécession a été brandi par la Russie pour justifier son annexion de la Crimée en 2014. Chacune de ces occurrences constituait une violation à peine déguisée du droit international.

L'opération militaire spéciale en Ukraine est justifiée par l'existence de laboratoires américains d'armes biologiques en Ukraine... et un postulat d'appartenance historique à la Russie.

Reprenant sans doute un paradigme promu par l'instigateur de la Révolution d'Octobre, Lénine : l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, Vladimir Poutine, à la faveur de cette intervention spéciale, mène une guerre à grande échelle contre l'impérialisme occidentale, qui impose tout sous le prisme de ses valeurs. Il est enthousiaste de l'abolir. Ce qui, pour lui est une garantie de la paix, après que les "prolétaires de tous

les pays" (Afrique libérée du joug de l'occident) se seront, en suivant l'exhortation de Marx, unis.

est estimé à 5 milliards de dollars par mois voit la notation de sa dette abaissée par Standard and Poor's, le défaut de paiement étant quasi certain, selon l'agence financière.

Depuis le début de la guerre, l'Ukraine a aussi reçu un soutien international à hauteur de 38 milliards de dollars (août 2022), dont une majorité « sous forme de prêts

plutôt que de dons ». La France, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni ont accepté un « gel des paiements pour deux ans » permettant d'éviter le défaut de paiement. La dette extérieure de l'Ukraine atteint 130 milliards de dollars.

L'économie ukrainienne a été ravagée depuis le début de la guerre le 24 février 2022. Selon la Kyiv School

of Economics, les dommages aux infrastructures s'élevaient à 138 milliards de dollars en décembre 2022, soit 70 % du PIB de 2021. Moody's estime que le PIB réel s'est contracté d'environ 30 % en 2022.

Aussi, des millions de foyers ukrainiens sont affectés par des coupures de courant électrique. La Nasa a publié des images satellites montrant un pays en grande partie plongé dans le noir.

En décembre 2022, la vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Europe et l'Asie centrale, Anna Bjerde, estime que le coût de la reconstruction des infrastructures ukrainiennes endommagées ou complètement détruites par la Russie coûtera de 500 à 600 milliards d'euros, précisant que "sans infrastructure, il n'y a pas d'économie, pas de recettes fiscales pour l'État ukrainien".



occidental, et de l'Amérique en premier lieu, à base de libéralisme politique, fondé sur la démocratie, et économique, fondé sur l'économie de marché.

Mais, les luttes de libération nationale dans les pays sous emprise colonialiste persistante et l'impérialisme "sauvage", encore en 2023, soutenues par la Russie, la Chine populaire, etc. donnent rapidement de la consistance à l'alternative à la vision promu par l'occident.

Cette tension, historique, entre la passion de la domination et du pouvoir d'une part, l'aspiration à la liberté d'autre part est appelée à continuer de sous-tendre l'ordre international.

le paysage de l'ordre international se présente comme un retour en arrière de portée « systémique ». Le déferlement des blindés russes sur l'Ukraine dans la

nuit du 24 février 2022 a enfoncé le dernier clou dans le cercueil d'un dispositif de sécurité collective déjà à l'agonie.

La conséquence de ce basculement est un retour au paradigme d'avant 1945, celui de la logique séculaire du primat de la force, ou de l'équilibre des forces. Avec toujours le risque de l'escalade, implicite au dilemme de sécurité.

Quant aux autres formes de conflictualité, il y a lieu de s'attendre, sur un terrain à une intensification de l'offensive par l'ingérence, la désinformation, la manipulation, la propagande, et le détournement des réseaux sociaux.

Certes la guerre russo-ukrainienne a permis une cohésion remarquable dans la réaction. Mais, cette posture n'est pas tenue face à la guerre israélo-hamas.



BRICS

## UNE ORGANISATION PLUS CRÉDIBLE QUI FAIT PEUR

*Les BRICS, un groupe de pays en développement prend de l'ampleur et devient une organisation plus crédible. Cette organisation, qui se veut une alternative aux organisations dominées par l'occident, s'impose progressivement et fait peur à l'Occident sous domination américaine.*

**I**ls sont des pays à forte croissance. Leur poids dans

l'économie mondiale est en constante augmentation. Leur PIB devrait égaler en 2040 celui des États-Unis, Allemagne, Japon, France, Royaume-Uni et Italie ré-

uni (G6). À l'exception de l'Afrique du Sud, les BRIC originel et le G6 font tous partir des dix premières puissances économiques du monde.

Connect  
with  
friends

 japap  
messenger

 japap  
messenger



SCANNEZ LE CODE QR ET  
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION  
JAPAP SUR PLAYSTORE

**Connect with friends!**

Share what's new and life moments with  
your friends and family.

 japap  
messenger

La naissance du Groupe des BRICS avec l'institutionnalisation de sommets annuels participe à la formation d'une nouvelle réalité géopolitique et génère de nouvelles routes commerciales. Pour renforcer son poids géopolitique, les BRICS créent la Nouvelle banque de développement (NDB), dont le siège est établi à Shanghai.

La nouvelle institution bancaire est conçue comme une alternative à la Banque mondiale, soupçonnée d'être trop entre les mains des Occidentaux. Elle peut accorder jusqu'à 350 milliards de dollars de prêts pour financer des projets d'infrastructures, de santé, d'éducation, etc.

Point notable, elle n'accompagne pas ses prêts de conditions contraignantes, comme c'est le cas du FMI, qui lui exige des réformes structurelles et une ingérence politique intolérable en échange de son aide. Cette option pourrait séduire nombre de pays émergents qui, comme l'Argentine, estiment que les conditions du FMI ont causé de sérieux dommages à leurs économies.

La NDB est également dotée de fonds de réserve destinés à servir en cas de crise de balance des paiements. Chaque contributeur peut s'en servir en cas de besoin. En somme, des fonds dont le contrôle échappe à l'occident do-

miné par les États-Unis d'Amérique. Un prémices à la dédollarisation du monde.

### FORCE DES POSITIONS DES BRICS+

Progressivement, le groupe met en place une coopération économique accrue dans un environnement économique international en pleine mutation. Le groupe affirme au terme de son onzième sommet en novembre 2019 rester attaché au multilatéralisme et à la coopération des États souverains pour maintenir la paix et la sécurité, laissant transparaître la volonté des BRICS de lutter

## QUEL EST L'OBJECTIF DU GROUPE DES BRICS ?

Les BRICS ont été créés pour trouver des moyens de réformer les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, afin de permettre aux économies émergentes de mieux se faire entendre et d'être mieux représentées.

En 2014, les BRICS ont créé la Nouvelle banque de développement (NBD), dotée

de 250 milliards de dollars, afin de prêter aux pays émergents de l'argent pour leur développement.

Des pays non membres des BRICS, tels que l'Égypte et les Émirats arabes unis, ont rejoint la NBD.

Des hommes politiques brésiliens et russes de premier plan ont récemment suggéré la création d'une monnaie pour

pour un multilatéralisme "renforcé et réformé" et "plus ouvert".

De manière générale, les BRICS plaident pour une refondation des organisations internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les organisations de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale). Ils souhaitent que ces institutions soient réformées dans un sens qui reflète mieux l'émergence des nouvelles puissances et le caractère multipolaire du monde.

L'ensemble des États membres des BRICS ne bénéficie que de 15 % des droits de vote à la Banque mondiale, 10 % au FMI,

alors qu'ils représentent 42 % de la population mondiale et 23 % de son PNB. Pendant ce temps, la règle statutaire des BRICS est « Un État, une voix », conformément aux principes de justice et d'équité du groupe. Toutes les décisions sont prises à l'unanimité.

Sur le plan économique, les BRICS veulent renforcer leur poids et mieux faire avancer leurs points de vue dans les négociations économiques internationales, notamment au Groupe des 20, au FMI et à l'OMC. Lors du sommet du 14 avril 2011 en Chine, ils ont insisté sur la nécessité de réformer le Système monétaire international et

de réviser la composition des Droits de tirage spéciaux. Leur objectif est de sortir de la dépendance du dollar. Pour l'instant, les échanges commerciaux entre les États et avec certains pays partenaires commencent à utiliser les devises locales, tandis que la Chine et la Russie se sont mises d'accord, en mai 2023, pour régler leurs échanges en renminbi (RMB - Yuan), monnaie officielle chinoise.

### POIDS ÉCONOMIQUE

D'après une étude de Goldman Sachs, les cinq premières économies mondiales en 2050, mesurées en PIB nominal (millions de US\$) seront

le bloc des BRICS, afin de contester la domination du dollar américain dans le commerce et la finance internationaux.

L'acronyme BRICS désigne initialement le rapprochement de quatre pays aux vastes territoires : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est intégré l'Afrique du Sud en 2011.

Depuis 2011, le groupe des BRICS a pris la forme d'une conférence diplomatique à part entière, donnant lieu à un sommet par an, se déroulant à tour de rôle dans chacun des cinq États. Le but de ces som-

ets est d'affirmer la place majeure de ces pays sur la scène internationale, et de mettre en scène leur poids économique et politique, en particulier au regard d'autres États ou groupes d'États comme les États-Unis ou l'Union européenne.

Le 1er janvier 2024, le groupe doit s'élargir à six nouveaux membres, ce qui représente un basculement important dans son histoire : Arabie saoudite, Argentine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, et Iran. Cela portera le nombre de membres de cinq à onze.

: Chine, États-Unis, Inde, Brésil et Russie. Il faut noter que depuis cette étude menée en 2007, les estimations pour les pays du BRICS ont été revues à la hausse.

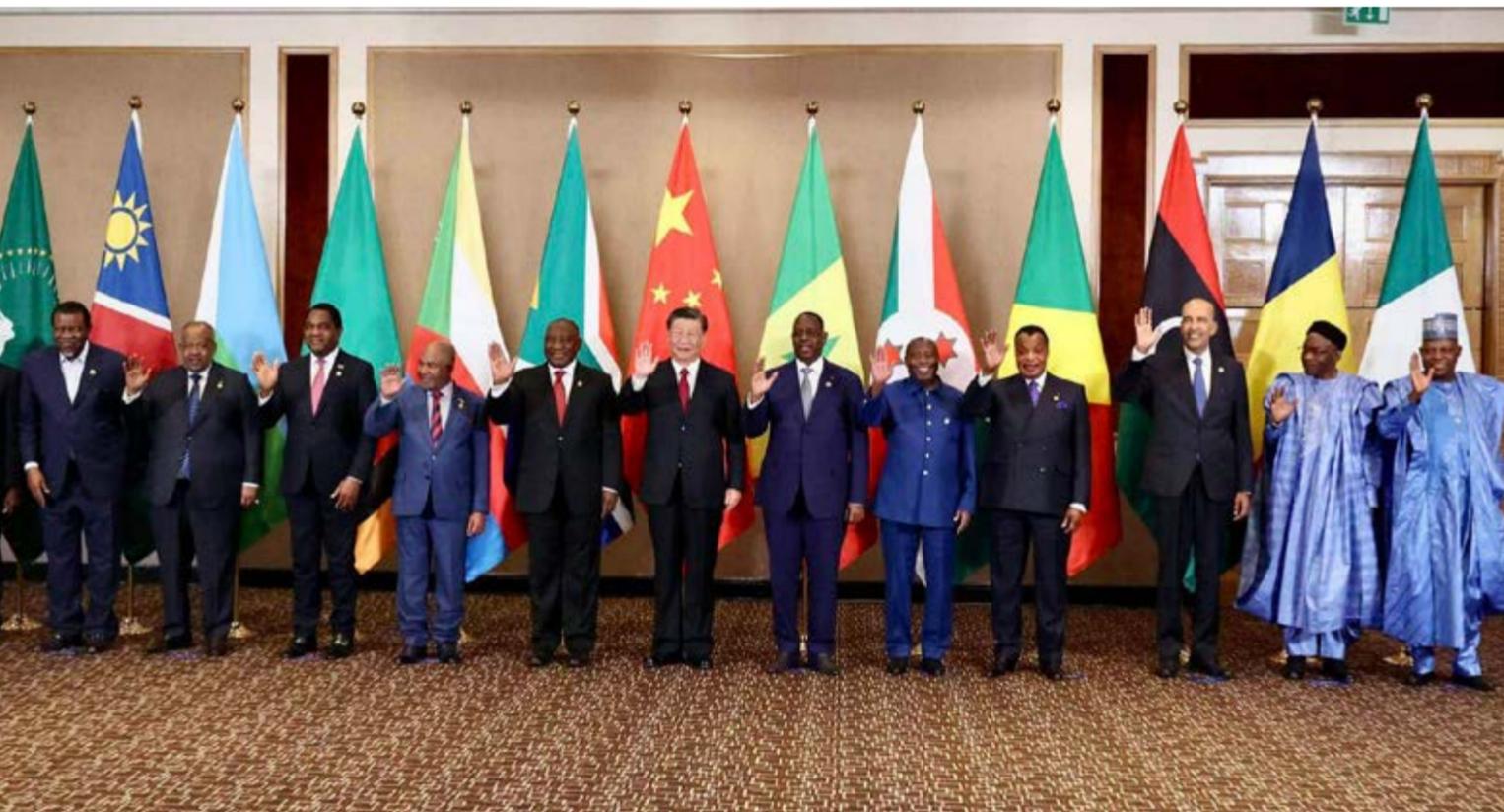
Trois des cinq BRICS font partie des dix premières puissances économiques mondiales quant au PIB (Chine 2e, Inde 7e et Brésil 8e ou 9e selon les classements). La Russie est 11e alors que l'Afrique du Sud, qui est l'une des principales puissances d'Afrique

avec le Nigéria, est entre le 32e et le 35e rang selon les classements.

La place des pays du BRICS dans l'économie mondiale a fortement progressé durant la première décennie du 21e siècle, passant de 16 % du PIB mondial en 2001, à 31,5 % en 2023, dépassant pour la première fois la part du G7 (30,7 % du PIB mondial). Les données fournies par l'institut de recherche britannique Acorn Macro Consulting indiquent que la tendance devrait s'accroître dans les prochaines années,

portée par la croissance importante des économies de la Chine et de l'Inde.

Pour 2050, des projections datant de 2012, estiment que les nations occidentales actuellement dominantes ont été devancées par des pays en développement actuellement. Ainsi, le PIB de l'Inde devrait dépasser les 8 000 milliards (soit plus que celui de la France et de l'Allemagne cumulé), installant ainsi le pays au 3e rang des économies les plus riches du monde.



## UN DÉFI À L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR

*L'annonce de l'élargissement des BRICS, lance la "bataille pour la suprématie mondiale" menée par Pékin et sa tentative, conjointement avec la Russie, de "défier l'hégémonie américaine", visant à rivaliser avec le G7, voire avec l'OTAN et les alliances militaires telles que le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (le QUAD).*

**A**vec l'arrivée de six nouveaux États membres – l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran

et les Émirats arabes unis (EAU) -, le groupe dépasse désormais le G7 en termes de part du PIB mondial et réunit désormais la moitié de la population mondiale. Le G7, quant à lui, n'en regroupe que 10 %. Il s'agit d'une évolution significa-

tive, à l'heure où une partie croissante du monde tente de se défaire de l'influence pesante des États-Unis et de l'Union européenne.

Avec ses nouveaux membres, les BRICS s'imposent désormais au cœur du commerce mondial du pétrole. Ils comptent parmi leurs membres quatre des plus grands producteurs mondiaux (l'Arabie saoudite, la Russie, l'Iran et les Émirats arabes unis), trois membres de l'OPEP (l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis), qui est elle-même le

plus grand exportateur de pétrole au monde, et deux des plus grands importateurs de pétrole au monde (la Chine et l'Inde).

Les BRICS sont désormais responsables de 42 % de la production mondiale de pétrole, soit plus du double de ce qu'ils détenaient auparavant, et de 36 % de la consommation mondiale de pétrole. Cela représente une part considérable des échanges, qui plus est dans un contexte où les États-Unis et l'Arabie saoudite sont caractérisées par une tension croissante.

On sait l'importance de l'axe américano-saoudien dans le maintien de l'hégémonie du dollar comme monnaie de réserve mondiale, qui permet la domination des États-Unis sur le système financier international. Une suprématie au moins aussi essentielle à leur position de superpuissance géopolitique que leur armée. Ce rôle précis joué par le dollar est précisément une cible de choix des membres fondateurs des BRICS.

L'Inde, troisième importateur mondial d'or noir, a commencé en 2022 à acheter du pétrole russe à prix réduit dans des de-

vises autres que le dollar, parmi lesquelles le yuan. Pékin et le gouvernement saoudien ont quant à eux discuté de l'éventualité d'échanges pétroliers en yuan. L'expansion des BRICS, on le devine, pourrait accroître cette dynamique.

La Nouvelle banque de développement (NBD), créée en 2014 comme alternative au FMI et à la Banque mondiale, actuellement dirigée par l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, tente de réduire le montant de la dette mondiale détenue en dollars. « Les monnaies nationales ne sont pas des alternatives au dollar. Ce sont des alternatives à un système », a déclaré Dilma Rousseff à ce propos.

### **VERS LA FIN DE L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR**

Même si la "dédollarisation" que de nombreux pays appellent de leurs vœux n'a pas beaucoup progressé, les éléments nécessaires à la contestation de la suprématie du dollar semblent se mettre en place. Le développement de systèmes de paiement alternatifs à SWIFT, un autre moyen potentiel de

contourner l'ordre financier dominé par les États-Unis, se discute.

Si le rejet de la diplomatie par les sanctions de Washington alimente une hostilité de longue date au billet vert, c'est la tentative infructueuse de conduire l'économie russe vers un effondrement qui constitue le véritable déclencheur de cette nouvelle donne. De nombreux « experts », dont la secrétaire au Trésor Janet Yellen, ont d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme quant à l'impact des sanctions financières américaines en termes de dédollarisation.

### **UNION AUTOUR DES MATIÈRES PREMIÈRES**

Selon une analyse datant de 2019 commanditée par ABN AMRO, les BRICS fournissaient déjà près de la moitié de l'offre – et de la consommation – mondiale de matières premières. On leur devait notamment la moitié ou plus de l'aluminium, du cuivre, du fer et de l'acier, ainsi que plus de 40 % du blé, du sucre et du café – et environ un tiers du maïs. Il faut ajouter à cette configuration un grand producteur de café et d'or – l'Éthiopie –, un



grand exportateur de blé et de maïs – l'Argentine – et un grand producteur de gaz naturel – l'Égypte.

Le groupe compte également quatre des quinze premiers détenteurs de réserves de lithium – dont le second détenteur au monde avec l'Argentine. Le pays qui possède les réserves les plus abondantes, la Bolivie, a également déposé une demande d'adhésion.

Étant donné l'opposition des BRICS au système financier dominé par les États-Unis, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'adhésion à cette alliance peut sembler attrayante pour des pays comme Cuba, le Venezuela

ou la Syrie, soumis à des années de sanctions brutales depuis des années. Du reste, les quatre premiers membres des BRICS ont soigneusement refusé de signer les sanctions américaines à l'encontre de leur partenaire russe, tout comme les nouveaux membres.

Depuis leur création, les BRICS ont toujours prétendu porter leur voix. Inclure l'Afrique du Sud en leur sein, en 2010, avait une signification politique considérable, car elle permettait d'y inclure une voix africaine. Il en va de même pour l'intégration de l'Éthiopie, l'un des pays africains les plus peuplés et à la croissance la plus soutenue.

Que quarante pays aient exprimé leur intérêt pour les BRICS et que vingt autres aient officiellement déposé leur candidature suggère que le "Sud global" voit dans l'intérêt affiché des BRICS pour les pays "en développement" autre chose qu'un effet rhétorique. Ces chiffres illustrent le degré de rejet de l'ordre mondial dominé par les États-Unis.

L'élargissement des BRICS est présenté comme une étape clé vers un monde multipolaire, qui mettra fin à la prééminence économique et politique des États-Unis et donnera aux États du Sud global une voix plus juste.

## UN ORDRE MONDIAL ALTERNATIF

L'attrait pour un monde multipolaire est profond. Un monde dans lequel les pays n'auraient pas à s'aligner sur une puissance dominante et se retrouver à sa merci. Le renforcement des BRICS pourrait faire progresser le caractère multilatéral de l'ordre mondial et conduire à une désescalade.

L'entrée de l'Iran et de l'Arabie saoudite suggère une intensification du rapprochement entre les deux pays sous l'égide de la Chine. L'entrée de l'Iran ouvre d'ailleurs la voie à un accroissement du commerce bilatéral, qui permettrait d'atténuer l'effet des sanctions épouvantables imposées par Washington.

Indubitablement, le pouvoir de décision économique mondial repose de plus en plus et de manière disproportionnée entre les mains du G20 et de l'OCDE. Plutôt que de chercher à réformer ou promouvoir l'expansion de ces institutions dont certains d'entre eux font partie, les pays BRICS tentent de développer une autre source de pouvoir.

Une réforme de la gouvernance mondiale est certainement nécessaire, y compris de l'ONU, une organisation longtemps accusée d'être incapable de faire face aux grands problèmes du jour. Les arguments en faveur d'une réforme sont encore plus convaincants en ce qui concerne les principales institutions financières mondiales et le FMI et la

Banque mondiale, longtemps critiquée pour les conditions de prêt que ces institutions imposent et leur parti pris en faveur des intérêts des pays du Nord global. Cela a constitué l'un des principaux facteurs d'intérêt pour la NBD des BRICS.

Pour autant, un monde multipolaire ne serait ni nécessairement dominé par la Chine, ni à craindre. La population américaine elle-même aurait à y gagner. Elle serait libérée du fardeau de l'aventurisme militaire sans fin à l'étranger, et de l'obsession de sa classe dominante à conserver sa suprématie. Ce serait pour elle l'occasion de réorienter ses ressources vers la résolution de la myriade de crises intérieures que connaissent les Américains...



## LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN MARCHÉ

*Dos au mur face à l'utilisation du dollar comme arme de dissuasion par Washington, certaines grandes économies s'organisent pour réduire leur exposition et sortir de cette dépendance. La dédollarisation apparaît désormais comme le début d'un nouveau cycle économique, sous l'égide des BRICS. Conjecturant des rapports de forces économiques de plus en plus violents, les Etats-Unis semblent être pris à leur propre jeu de sanctions à vouloir imposer leurs lois à leurs partenaires.*

**D**ans un écosystème de rivalités économiques plus prégnant que jamais, depuis la fin de la guerre froide, les principales puissances mondiales rivalisent de stratégies et d'artifices dans la course



à l'ultra-puissance économique. Le dollar fait partie de ces instruments. Il représente environ 60% des échanges mondiaux (85% sur les matières premières). Cette monnaie est détenue aux deux tiers par des investisseurs ne résidant pas aux Etats-Unis.

Avec la politisation du dollar, la Chine est en guerre commerciale ouverte avec les États Unis. La Russie tombe sous le coup de nombreuses sanctions américaines. Suivant une stratégie politique initiée depuis 2014, ces sanctions confortent Moscou dans sa stratégie de dédollarisation de son économie.

Mais pour la Russie, la solution d'une dédollarisation de son économie ne peut se résumer à libeller l'ensemble de ses exportations ou importations en devise nationale. La volatilité du taux de change étant bien trop importante, empêchant toute conclusion de contrat à terme libellé en roubles.

Lors du Forum économique eurasiatique de 2019, à Vérone en Italie, le géant de l'énergie Rosneft a annoncé que l'ensemble des contrats export de sa société (120 millions de



tonnes par an) seraient dorénavant libellés en euros et non plus en dollars. Une entreprise comme Notavek, exportateur russe de gaz, est pourtant déjà passée du dollar à l'euro "bien avant Rosneft" pour la plupart de ses contrats export.

Aussi, dans le cadre du chantier titanesque du Nord Stream 2 (menacé de sanctions américaines), le Président Vladimir Poutine avait-il déclaré dans la presse : « L'euro est tout à fait acceptable pour nous pour les paiements du gaz. Cela pourrait se faire et devrait probablement être fait ».

A la stratégie de Rosneft s'ajoute également celle du fond souverain russe le

National Wellbeing Fund, principalement alimenté par les exportations d'hydrocarbures. Elle a pour objectif de supprimer la totalité des investissements en dollar. L'objectif est clair : "renoncer complètement aux actifs en dollars au profit de l'euro et de l'or". Les actifs en dollars devant être liquidés.

L'économie russe est très dépendante du marché des matières premières, encore largement dominé par le dollar. Malgré le fait que le « dollar soit facile à utiliser », le but ultime pour la Russie est d'inciter l'ensemble des acteurs économiques à renoncer complètement au dollar.

## UN INDICE DE LA FRAGMENTATION DU MONDE

Il y a une tendance baissière du statut du dollar et elle est en accélération. La dédollarisation des échanges internationaux est un indice de la fragmentation du monde, explique l'économiste Norbert Gaillard dans un entretien à "Le Monde". Le recours au dollar dans l'économie mondiale s'est réduit, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine, et les sanctions occidentales contre

la Russie. De nombreux pays émergents veulent éviter d'être trop exposés au billet vert, notamment dans les échanges commerciaux. L'amorce d'une lutte contre la domination militaire et économique des Etats-Unis !

La préoccupation est vue à travers le prisme de la compétition entre la Chine et les Etats-Unis. Les deux Nations se disputent le leadership mondial à travers une guerre commerciale. Elle a pris de l'ampleur depuis l'offensive

militaire déclenchée par la Russie en Ukraine, en s'élargissant et ressuscitant une nouvelle guerre froide entre pays émergents et pays développés.

Les sanctions appliquées contre la Russie par les pays occidentaux, qui l'ont exclue du système financier dominé par le dollar, l'ont reléguée au rang d'Etat paria comme le Venezuela et l'Iran. Une décision qui est interprétée comme un avertissement dans de nombreuses capitales émergentes, car

## LA DOLLARISATION POUR QUELS RÉSULTATS ?

La "dollarisation" est une volonté affichée par certains États d'abandonner de manière totale ou partielle d'une monnaie nationale au profit de l'utilisation du dollar américain. Par extension, le recours à une monnaie phare d'un État représente le régime de change le plus fixe existant.

La dollarisation peut, tout d'abord, constituer une réponse à une crise monétaire, contribue à améliorer les conditions de financement du pays et à renforcer la crédibilité en matière monétaire. La dollarisation vise, en supprimant le risque de change, à atteindre une plus grande stabilité monétaire.

La dollarisation est ensuite considérée comme un moyen de lutter contre les crises de change, c'est-à-dire les épisodes de chute brutale de la valeur externe de la monnaie, et de supprimer les coûts qui y sont associés.

Utiliser la même monnaie devrait, enfin, permettre de faciliter les échanges commerciaux des pays concernés.

La dollarisation est, enfin, coûteuse sur le plan politique. La monnaie constitue un symbole fort de souveraineté et de l'identité nationale d'un pays.

commercer en dollars même hors des Etats-Unis expose à la juridiction extraterritoriale du droit américain et à des sanctions qui vont de l'amende à l'interdiction d'activité aux Etats-Unis.

Il devient alors impérieux de s'éloigner des systèmes de paiements occidentaux

pour protéger les transactions de possibles répercussions géopolitiques. Désormais, les stratégies et instruments sont pensés pour réduire la dépendance non seulement au dollar mais aussi à l'euro, au yen et à la livre sterling. Toute chose qui passe par un système financier pro-

mouvant par exemple des cartes de crédit émises par des banques locales plutôt que celles des réseaux Mastercard et Visa.

Et, les annonces de contrats substituant le yuan au dollar entre pays émergents se multiplient désormais. Si elles concernent avant tout les achats de matières

## QUELQUES REPÈRE DE LA DÉDOLLARISATION

La dédollarisation est un processus de substitution du dollar américain comme monnaie utilisée pour (i) le commerce du pétrole et/ou d'autres matières premières (c'est-à-dire le pétrodollar), (ii) l'achat de dollars américains pour les réserves de change, (iii) les accords commerciaux bilatéraux et (iv) les actifs libellés en dollars.

Depuis la mise en place du système de Bretton Woods, le dollar américain est utilisé comme support pour le commerce international. Le Département du Trésor des États-Unis exerce une surveillance considérable sur le réseau de transferts financiers SWIFT et exerce par conséquent une influence considérable sur les systèmes mondiaux de transactions financières, avec la capacité d'imposer des sanctions aux entités et individus étrangers. Ces dernières années, plusieurs pays sont en transition vers le commerce en devises nationales.

Le 17 mars 2022, Anatoly Aksakov, président du comité de la Douma d'État sur le marché financier, a annoncé que la Banque de Russie et la Banque populaire de Chine travaillaient à la connexion des systèmes de messagerie financière russe et chinois. Il a également souligné le début du développement de schémas de transfert d'informations utilisant la blockchain, notamment le rouble numérique et le yuan numérique. Le 31 mars 2022, l'Economic Times a publié des informations selon lesquelles l'Inde a proposé à la Russie un nouveau système de transaction avec le transfert du commerce vers le rouble et le SPFS, qui fonctionnera par l'intermédiaire de la Reserve Bank of India et de la Vnesheconombank de Russie.

Depuis 2011, la Chine délaisse progressivement les échanges en dollar américain au profit du yuan chinois. Elle a conclu des accords avec l'Australie, la Russie, le Japon, le Brésil et l'Iran pour échan-

premières dont la Chine est le premier importateur mondial, pétrole russe et saoudien, gaz émirati ou encore soja brésilien ou argentin, d'autres transactions commerciales internationales se font en real brésilien ou roupie indienne.

L'une des conséquences de la désaffection au dollar américain est que sa part dans les réserves de changes mondiales est passée de 71% en 1999, à 58% en 2022, l'euro comptant pour 20,5%, le yen pour 5,5% et la livre ster-

ling pour près de 5%. Le yuan, lui, ne représentait qu'à peine 2,7%.

En outre, comme pour le commerce, les données montrent un fléchissement, entre le troisième trimestre 2021 et le quatrième 2022, des réserves en dollars qui ont baissé de

ger des devises nationales. Au premier trimestre 2020, la part du dollar dans le commerce bilatéral entre la Chine et la Russie est tombée pour la première fois en dessous de 50 %.

En 2015, la Chine a lancé CIPS, un système de paiement qui offre des services de compensation et de règlement à ses participants pour les paiements et échanges transfrontaliers en yuan (renminbi) comme alternative à SWIFT.

Depuis fin 2019, les pays de l'UE ont créé INSTEX, un véhicule à usage spécial (SPV) européen pour faciliter les transactions non USD et non SWIFT avec l'Iran afin d'éviter d'enfreindre les sanctions américaines. Le 11 février 2019, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Ryabkov, a déclaré que la Russie serait intéressée à participer à l'INSTEX.

En mars 2022, l'Inde et la Russie ont conclu un accord commercial roupie-rouble.

Depuis mars 2018, la Chine a commencé à acheter du pétrole en yuans adossés à l'or.

La Russie a accéléré le processus de dédollarisation en 2014 en raison de la détérioration des relations avec l'Occident. En 2017, SPFS, un équivalent russe du système de transfert financier SWIFT, a été développé par la Banque centrale de Russie. Le système est en développement depuis 2014, après que le gouvernement américain a menacé de déconnecter la Russie du système SWIFT.

En juin 2021, la Russie a annoncé qu'elle éliminerait le dollar de son Fonds national de richesse pour réduire la vulnérabilité aux sanctions occidentales.

Le 23 mars 2022, Vladimir Poutine a signé une ordonnance interdisant aux pays "non amis" (y compris les pays de l'UE, les États-Unis et le Japon) d'acheter du gaz russe dans toute autre devise que le rouble russe.

En août 2018, le Venezuela a déclaré qu'il fixerait le prix de son pétrole en euros, yuans, roubles et autres devises.



8,6 %. Un mouvement auquel participe largement la Chine et la Russie.

De son côté, la Chine a également passé des accords de swaps avec les banques centrales de 49 pays entre 2009 et 2020, par exemple avec le Nigeria et la Grande-Bretagne. Le Brésil et la Chine ont convenu de mener leurs transactions commerciales en yuan. L'Inde effectue ses achats de pétrole russe avec des dirhams des Émirats Arabes Unis, et les membres du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) visent à faciliter les

échanges commerciaux dans une nouvelle monnaie commune.

Ces facilités de liquidités visent d'abord à fluidifier les échanges commerciaux et les investissements dans un cadre bilatéral. Ces dernières années, la Chine a aussi utilisé ces swaps pour remplacer les prêts aux pays avec qui elle commerce.

### L'ALTERNATIVE AU DOLLAR PRÉPARÉ AU SEIN DES BRICS

Tout comme la Russie, la Chine, devant les enjeux que porte la guerre commerciale avec les États-Unis, se décide à accélérer

sa politique de dédollarisation. Elle commence à réaliser que l'utilisation de monnaies contrôlées par l'occident ne lui est pas favorable tout en augmentant son exposition face aux sanctions et rétorsions économiques.

Face à la politisation du billet vert, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) préparent leur riposte. Ce groupe de pays s'organisent pour mettre sur pied un système de paiement transnational favorisant l'affranchissement du système occidental SWIFT.

Exclue du système de messagerie interbancaire

SWIFT, depuis le début de l'intervention en Ukraine, la Russie milite pour que le BRICS Pay se mette en place le plus rapidement possible. BRICS Pay permettrait également à tous les pays des BRICS et à leurs partenaires de procéder à des échanges économiques et financiers à partir de leurs propres devises via des portefeuilles électroniques dans un cloud dédié.

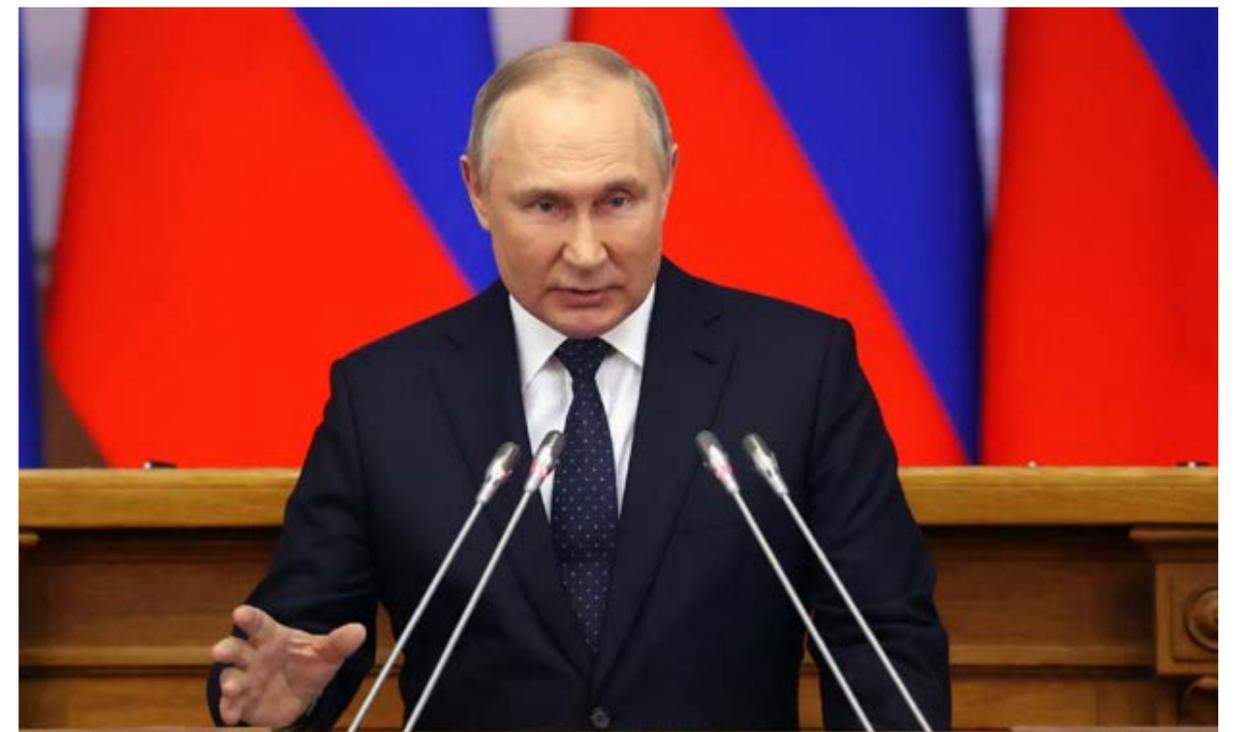
Le sens d'anticipation de la Russie a payé grâce au SPFS, le Financial Messaging System of the Bank of Russia, qui pourrait être interconnecté

au CIPS chinois, China International Payment System et à d'autres pays comme l'Iran, l'Inde et la Turquie. Ces systèmes de messagerie interbancaire sont déjà extrêmement développés technologiquement et commercialement avec plus de 1189 partenaires pour le CIPS et 400 partenaires pour le SPFS. Néanmoins, ils restent loin derrière les 9281 partenaires de SWIFT.

Bien que la Russie milite fortement pour que son économie se dédollarise au plus vite et que ses partenaires suivent sa stratégie, c'est bien la Chine

qui donne le tempo. Cet empire économique, deuxième au plan mondial, donne l'exemple par notamment la validation des accords bilatéraux sur la baisse de l'utilisation du billet vert. 90% des transactions en 2015 l'étaient en dollars pour tomber à 51% en 2019 puis 46% début 2020.

L'axe sino-russe évolue très rapidement d'une "relation" à une "alliance" économique et financière. La collaboration entre la Russie et la Chine dans le domaine financier indique qu'ils sont en train de trouver les paramètres



d'une nouvelle alliance bilatérale. Beaucoup s'attendaient à ce que ce soit une alliance militaire ou une alliance commerciale, mais désormais, la coopération évolue davantage dans la direction bancaire et financière. Un gage de l'affranchissement des deux pays.

Moscou apparaît comme le leader de cette initia-

tive de dédollarisation et joue à couteaux tirés avec Washington. La Russie a une position considérablement plus décisive envers les États-Unis. La Russie a l'habitude de se battre, elle ne négocie pas. Une façon pour la Russie de rendre la position de la Chine plus décisive, plus disposée à se battre, est de montrer qu'elle soutient Beijing dans le domaine financier.

## LES CRYPTO-DEVISES COMME ALTERNATIVE AU "TOUT DOLLAR"

L'essor des cryptomonnaies décentralisées, comme le Bitcoin, l'Ether ou le Tezos, est perçu par certains comme le futur de l'économie et par d'autres comme de simples actifs spéculatifs. Dans cette conjecture, de nombreux acteurs se sont lancés dans la course à la création, au



lancement et à la démocratisation de leur nouvelle cryptomonnaie. L'objectif est de concentrer plus rapidement et plus efficacement l'ensemble de la chaîne économique en leur sein.

Face à l'arrivée de mastodontes économiques tels que les GAFAM ou BATX dans la course à la création de leur propre cryptomonnaie, les banques centrales se sont également emparées du dossier pour ne pas perdre leur privilège historique de création et de régulation de la monnaie en travaillant d'arrache pieds au lancement de leur propre MNBC (Monnaie Numérique de Banque Centrale ou CBDC en anglais) afin de proposer leur devise en version digitalisée.

La Chine est particulièrement en pointe dans ce domaine. Deuxième économie mondiale la plus avancée sur cette technologie, après le Sand Dollar des Bahamas lancé le 20 octobre 2020, elle devrait lancer son crypto-Yuan en 2022.

La stratégie de Pékin en matière de crypto-devise complète parfaitement son projet global des Nouvelles

Routes de la Soie (Belt and Road Initiative), reliant la Chine à l'Europe en passant par les pays eurasiatiques, le continent africain et le Moyen-Orient, par la terre (chemins de fers, autoroutes) et par la mer (ports maritimes internationaux).

Dans le cadre de ce projet titanesque dans lequel Pékin investit massivement, l'utilisation d'un crypto-yuan relié à un système de paiement 100% digital permettrait de faciliter à l'extrême les relations financières et commerciales. C'est dire que la Chine est en train de créer de véritables Routes de la Soie Digitales. Elle dépasse de loin ce qui a pu être déjà construit entre les États-Unis et le reste du monde après la seconde Guerre-mondiale.

La Russie n'est pas en reste également. Constatant que Beijing a plusieurs trains d'avance, elle a lancé en octobre 2020 une stratégie de développement rapide d'un rouble numérique qui devrait entrer en circulation en 2023.

Cette stratégie de développement de ces devises digitales permettrait ainsi de renforcer la confiance dans

l'utilisation des devises au sein même des économies nationales mais également dans le cadre d'échanges économiques régionaux et internationaux.

Les facteurs liés à la facilité d'utilisation, les très faibles coûts de transactions et l'instantanéité des transferts des fonds, associés à la confiance que peuvent avoir les acteurs économiques envers une banque centrale, vont très certainement renforcer les stratégies de contournement du dollar américain mis en place par la Chine, la Russie et les BRICS en général.

La création du Sango, une monnaie électronique promue par la République Centrafricaine semble s'aligner sur la dynamique de s'émanciper de la suprématie du dollar. Cette monnaie qui sert à oxygéner l'économie de ce pays est basée sur un élément souple. Elle n'est pas basée sur un panier de monnaies, tel le DTS. Le Sango est basé sur le prix de produits les plus utilisés en provenance de la production et de la consommation, notamment les matières premières dont le sol du pays est très riche.



**CONTACT@KAMAZ-AFRICA.COM**  
**PHONE/WHATSAPP : +233 24 823 7545 /**  
**+221 78 147 1117 / +237 6 53 54 10 04**  
**LIEU : KRIBI CAMEROUN**



Conférence des Parties sur les changements climatiques

## ENJEUX ÉCONOMIQUES DES NÉGOCIATIONS À LA COP28

*Financement de l'adaptation, organisation du fonds pertes et préjudices, sortie des énergies fossiles, les enjeux de la 28<sup>e</sup> Conférence des parties sur les changements climatiques (COP28) sont plus économiques, pour l'avenir de la terre.*

**L**es tractations ont été tendues en coulisses pour aboutir à l'accord final. Si les pourparlers sont si diffi-

ciles, c'est parce que les décisions se prennent au consensus et non pas au vote. Le 13 décembre, le Président de la Conférence, Sultan Ahmed Al-Jaber annonce qu'un accord de compromis final est conclu entre les pays concernés.

Cet accord appelle toutes les nations à s'éloigner des combustibles fossiles d'une manière juste, ordonnée et équitable. Le défi est d'éviter les pires conséquences du changement climatique, tout en accélérant l'action afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Ce pacte mondial est le premier dans l'histoire des sommets de la COP à mentionner explicitement la



nécessité de s'éloigner de tout type de combustibles fossiles.

Si le bilan de la COP ne pourra être tiré qu'après un certain délai, notamment au vu de la traduction ou non des engagements des pays dans leurs contributions nationales, de nombreux observateurs présentent la mention de la transition hors énergies fossiles dans la déclaration finale comme une avancée historique.

À l'opposé, le constat de la mauvaise trajectoire actuelle des gaz à effets de serre laisse craindre des difficultés de mettre en œuvre les engagements.

De même la concrétisation de fonds pertes et dommages est assurément aussi une avancée. Il apparaît aussi clairement que les financements ne sont pas à la hauteur, tant pour ce fonds que pour les fonds destinés à l'adaptation des pays en voie de développement au changement climatique.

Dans son rapport provisoire sur l'état du climat mondial publié le 30 novembre 2023, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) confirme que 2023 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée. Le climat a battu

des records accompagnés de phénomènes météorologiques extrêmes.

Fin octobre, les températures de 2023 ont dépassé d'environ 1,40 degré Celsius (°C) (avec une marge d'incertitude de  $\pm 0,12$  °C) les valeurs de la période de référence pré-industrielle (1850-1900). Les neuf dernières années (2015 à 2023) ont été les plus chaudes jamais enregistrées.

Les températures des mois de juin, juillet, août, septembre et octobre ont toutes largement battu les records mensuels des mois concernés selon chacun



des jeux de données utilisés par l'OMM pour établir son rapport sur le climat.

## LA SORTIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES

Le mot "fossile" est absent des conclusions de toutes les COP antérieures à la COP28. Les scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) le disent : il faut sortir le plus vite possible des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), qui sont la principale cause du réchauffement climatique.

Les débats autour de cette préoccupation sont les plus difficiles à la COP28. La décarbonation de tous les secteurs de l'économie des

pays est en jeu. Il s'agit de réduire progressivement la consommation d'énergies émettrices de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone et méthane, principalement). En ligne de mire, ce sont les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel), à l'origine de 80 % des émissions de gaz à effet de serre.

Mais qui dit réduction de la consommation dit aussi réduction de la production, à savoir la sortie des énergies fossiles. Or, si cette question est sous-jacente aux discussions de toutes les COP, le mot "fossile" n'apparaît dans aucune décision adoptée à l'issue des COP jusqu'en 2021. Il ne figure pas non plus dans le protocole de Kyoto de 1997, ni dans

l'accord de Paris de 2015, les deux jalons de la diplomatie climatique.

L'année 2021 marque un tournant avec la COP26 qui s'est tenue à Glasgow. La décision finale mentionne "la réduction" de l'usage du seul charbon, mais aussi "l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles inefficaces".

Pour la première fois, une source d'énergie est directement visée. Un an plus tard, lors de la COP27 en Égypte, une coalition de 80 pays pousse pour remettre le sujet sur la table. Mais l'option d'envisager la baisse de l'usage de tous les fossiles n'a figuré dans

aucun des textes soumis à discussion pendant la COP.

La COP28 s'imposait comme la COP de la réduction et sortie des énergies fossiles. Mais les positions de certains grands pays sont mitigées. La Chine, qui a lancé en novembre 2023 un groupe de travail commun sur le climat avec les États-Unis et envoyant ainsi un signal fort ne s'oppose pas frontalement, lors des négociations, à une sortie progressive des fossiles tout en étant très attentive à ce que chaque pays ait une grande liberté sur le rythme. Elle estime notamment que c'est avant tout aux pays les plus riches de "prendre

leur responsabilité" dans la lutte contre le réchauffement climatique.

## TRIPLER LA CAPACITÉ MONDIALE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES D'ICI À 2030

Le solaire et l'éolien représenteraient la très grande majorité de ce déploiement. Un rapport du think tank environnemental Ember, publié en novembre 2023, estime que cet objectif de triplement est à portée de main, à condition que les États rehaussent leurs ambitions. L'organisation a passé en revue les cibles nationales fixées par cinquante-sept pays ainsi que celle de l'Union européenne, qui

représentent collectivement 93% des capacités de renouvelables.

Selon ces plans, les gouvernements prévoient, en 2023, un doublement des capacités pour passer de 3 400 GW en 2022 à 7 300 GW en 2030. Mais le triplement, permettant d'atteindre environ 11 000 GW, n'est pas pour autant hors d'atteinte.

Le texte final adopté le 13 décembre confirme cet objectif. Les 197 États -et l'Union européenne- signataires doivent tripler les capacités d'énergies renouvelables dans le monde d'ici à 2030 tout en doublant en parallèle (de 2 % à 4 %) le rythme annuel de progression de l'efficacité énergétique.



Concrètement, ces derniers doivent travailler ensemble en vue de porter les capacités mondiales d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydroélectricité...) à 11 000 gigawatts (GW) dans six ans, contre environ 3 400 GW en 2022.

## **TRIPLER LA PRODUCTION D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE D'ICI À 2050**

Une coalition de 22 pays adopte le 2 décembre 2023 une résolution visant à multiplier par trois les capacités de production nucléaire en 2050. La Chine et la Russie ne font pas partie des pays signataires.

Outre les réacteurs nucléaires de grande taille, ces pays envisagent également la construction de petits réacteurs modulaires « et d'autres réacteurs avancés », afin de répondre aux besoins en électricité des industriels, de la production de carburants de synthèse et de la fabrication d'hydrogène.

Ils prévoient par ailleurs de prolonger la durée de vie des centrales en activité. Les pays signataires appellent également les actionnaires des insti-

tutions financières internationales, comme la Banque mondiale, à inclure le nucléaire dans leurs financements.

Dans le cadre d'un sommet consacré à ce sujet, au mois de mars 2024, la Belgique rassemblera les États signataires, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les investisseurs et les régulateurs du secteur "pour organiser une stratégie cohérente".

Les associations de défense de l'environnement sont toutefois sceptiques face à cette résolution, en raison notamment des délais relatifs à la construction de telles infrastructures, bien plus longs que la durée nécessaire au développement des énergies renouvelables et peu compatibles avec l'urgence climatique.

## **QUI PAIERA LA FACTURE ?**

La lutte contre le changement climatique et ses conséquences nécessitera des investissements considérables, bien plus importants que ce que le monde a prévu jusqu'à présent. Le Fonds vert pour le climat vise à transférer des fonds des pays les plus avan-

cés à destination des pays les plus vulnérables pour mettre en place des projets combattant les effets des changements climatiques ou d'adaptation au changement climatique.

Selon le fonds, plus de 4 milliards de dollars ont été déboursés à la date de la COP28 et 13,5 milliards engagés. Mais ces ambitions sont plus grandes : il veut relancer son capital, actuellement de 17 milliards de dollars, pour le porter à 50 milliards d'ici à 2030.

Dans le cadre de la COP28, six pays s'engagent à verser de nouveaux fonds lors de la COP28, le total des promesses atteint le chiffre record de 12,8 milliards de dollars de la part de 31 pays. Cette contribution est toutefois à relativiser en regard du déficit actuel de financement de l'adaptation est maintenant estimé en 2023 à au moins 200 milliards de dollars par an par le Programme des Nations unies pour l'environnement.

Ces prévisions sont estimées jusqu'en 2030 pour s'adapter aux effets de plus en plus graves du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de



la mer et les phénomènes extrêmes (tempêtes, sécheresses, inondations, etc.). Ils auront également besoin de fonds pour remplacer les énergies polluantes par des sources propres. À cela s'ajoute le coût des dommages déjà causés par les catastrophes climatiques.

## **SPÉCIFICITÉ DE L'AFRIQUE NON PRISE EN COMPTE**

L'accord final ouvre la voie à une "transition hors des énergies fossiles" sans toutefois mentionner l'impact disproportionné pour l'Afrique.

En 2022, l'Afrique n'a reçu que 15 à 30% des capitaux nécessaires pour

couvrir ses besoins en matière d'adaptation, selon la Banque africaine de développement (BAD). Or, le coût de l'adaptation des pays d'Afrique au changement climatique ne cesse de croître au fur et à mesure que se multiplient les événements extrêmes, à l'image des inondations qui ont endeuillé en novembre 2023 la Corne de l'Afrique, après qu'elle ait subi en avril la sécheresse la plus sévère depuis quarante ans.

Le communiqué final mentionne bien la nécessité d'une évaluation des risques et des impacts, l'introduction de systèmes d'alertes pour anticiper les événements climatiques

extrêmes, l'élaboration de plans nationaux d'adaptation d'ici à 2030, mais sans cibler l'Afrique ni donner une information sur les moyens financiers à mettre en œuvre.

## **AVANCÉE MAJEURE AVEC LE FONDS SPÉCIAL PERTES ET DOMMAGES**

Les pays sont chargés de mettre en place un fonds "pertes et dommages" pour faire face à cette situation. Ce fonds devrait débloquer au moins 100 milliards de dollars d'ici à 2030, selon les pays en développement. Les pays vulnérables souhaitent plus de fonds pour leur transition et que les pays riches, dont les émissions de CO2 passées sont en



grande partie responsables du changement climatique, paient.

Les pays en développement ont notamment accepté que le fonds ne soit pas indépendant, mais hébergé pendant quatre ans par la Banque mondiale, et que la contribution des pays riches se fasse sur une base volontaire. C'est finalement en ouverture de la COP 28 que la concrétisation de ce fonds de compensation des pertes et dommages

climatiques dans les pays vulnérables est officiellement annoncée.

Les conditions de cet accord sont toutefois loin d'avoir pleinement satisfait les pays vulnérables et les organisations de la société civile. Le cadre ne prévoit en effet aucune cible précise concernant le financement, ni aucune obligation vis-à-vis des pays développés.

L'Union européenne a annoncé une contribution de

225 millions d'euros (dont 100 millions de la part de l'Allemagne), les Émirats arabes unis ont promis 100 millions, le Royaume-Uni 50,5 millions, les États-Unis 17,5 millions d'euros et le Japon 10 millions<sup>61</sup>. Au total les fonds promis s'élèvent à 700 millions de dollars.

#### **AGRICULTURE ET ALIMENTATION**

Longtemps négligé des négociations climatiques, le poids des systèmes agri-

coles et alimentaires dans la crise, et les enjeux cruciaux qu'implique leur adaptation, s'imposent de plus en plus dans les discussions.

La déclaration officielle « on sustainable agriculture, resilient food systems, and climate action » est signée le 10 décembre 2023 par 152 pays (sur les 197) qui s'engagent à inclure l'agriculture et l'alimentation dans leurs plans climat d'ici 2025. Sur les 83 milliards de dollars d'engagement total obtenus lors de cette COP, 1,3 concernent les systèmes

agricoles et alimentaires, un effort significatif, mais encore insuffisant (1,5 %).

Parallèlement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) présente le même jour une feuille de route d'actions à entreprendre pour répondre à la lutte contre la faim dans le monde tout en limitant le réchauffement climatique, deux objectifs parfois présentés comme antagonistes.

Plus de 9 % de la population mondiale souffre en effet de faim chronique et un tiers se trouve en précarité alimentaire modérée

ou sévère. L'agriculture est par ailleurs fortement affectée par le réchauffement climatique, qui menace la pérennité des cultures, tout en étant un des contributeurs majeurs au dérèglement du climat, représentant un tiers des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine.

La démarche comprend l'élaboration de plans d'actions nationaux, qui seront exposés lors de la COP30, au Brésil. Des objectifs chiffrés sont précisés, avec des jalons intermédiaires conduisant jusqu'en 2050. Sur le plan de la sécurité alimentaire, d'ici deux ans,

## **LE PARAGRAPHE 28 DE LA DÉCISION SUR LE BILAN MONDIAL**

Le paragraphe 28 de la décision sur le bilan mondial est relatif aux recommandations aux différentes parties signataires concernant les énergies pour atteindre l'objectif de 1,5°C. Il s'agit du terme le plus faible pour ce genre de disposition juridique des décisions de l'ONU, bien loin de l'obligation. Il comprend huit types d'efforts de réduction

des énergies fossiles, vraisemblablement classées par ordre de priorité décroissante :

1. tripler la capacité de production des énergies renouvelables au niveau mondial et doubler le taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 ;

le nombre de personnes souffrant de faim chronique devra avoir diminué de 150 millions – selon l'ONU. Environ 735 millions de personnes étaient dans cette situation en 2022. L'objectif étant que plus personne ne soit dans ce cas en 2030.

L'effort à fournir est considérable : dans leur dernière évaluation, publiée en juillet, les agences des Nations unies anticipaient qu'en 2030, 600 millions de personnes souffriraient toujours de la faim. Sur le plan de la lutte contre le dérèglement climatique, la FAO fixe comme objectifs de baisser de 25 % les

émissions de gaz à effet de serre issues des systèmes agroalimentaires en 2030, que ceux-ci deviennent neutres en CO<sub>2</sub> en 2035, et de diminuer de moitié les émissions de méthane en 2045. L'objectif est que l'agriculture devienne un puits de carbone net en 2050.

2. accélérer les efforts en vue de l'élimination progressive de l'électricité produite à partir du charbon sans captage et stockage de CO<sub>2</sub> ;

3. accélérer les efforts à l'échelle mondiale pour mettre en place des systèmes énergétiques à zéro émission nette, en utilisant des combustibles à zéro teneur en carbone ou à faible teneur en carbone bien avant 2050 ou vers cette date ;

4. assurer une transition pour s'éloigner des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques [uniquement dans le secteur de la production/transformation d'énergie, mais pas dans le secteur industriel], d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans les pays en voie de développement au cours de cette décennie critique, de manière à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, conformément aux connaissances scientifiques ;

5. accélérer les technologies à zéro émission nette à faibles émissions, y compris,

entre autres, les énergies renouvelables, le nucléaire, les technologies de réduction et d'élimination telles que le captage et le stockage du CO<sub>2</sub>, en particulier dans les secteurs où il est difficile de réduire les émissions, et la production d'hydrogène à faible teneur en carbone ;

6. Accélérer et réduire sensiblement les émissions de GES hors CO<sub>2</sub>, en particulier les émissions de méthane, d'ici 2030 ;

7. accélérer la réduction des émissions provenant des transports routiers par différentes approches, y compris par le développement d'infrastructures et le déploiement rapide de véhicules à zéro émission nulle ou à faibles émissions ;

8. éliminer progressivement, et le plus rapidement possible, les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui ne permettent pas de lutter contre la pauvreté énergétique ou d'assurer des transitions équitables.



Vladimir Poutine

## LE FIN STRATÈGE QUI A CHANGÉ LE COURS DES CHOSES AVEC DES ACTIONS CONCRÈTES

*Depuis son arrivée au pouvoir, le Président russe, Vladimir Poutine poursuit un double objectif : assurer le développement économique de la Russie et assurer son indépendance, et multiplier les échanges diplomatiques pour redevenir un interlocuteur des grandes puissances et peser dans le jeu international. Pour cela, il s'est beaucoup consacré à la politique étrangère en s'efforçant de réorganiser le processus de décision. Rompant avec l'isolement prôné par son prédécesseur, il mène une habile diplomatie à intérêts économiques rejoignant enjeux de sécurité et empreinte la voie de multinational pour faire entendre son pays.*



**KAMAZ**

**CONTACT@KAMAZ-AFRICA.COM**  
**PHONE/WHATSAPP : +233 24 823 7545 /**  
**+221 78 147 1117 / +237 6 53 54 10 04**  
**LIEU : KRIBI CAMEROUN**



**TRUCKS AND BUSES**

**L**e retour de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie en 2012 a mis un terme à tout effort pour définir des domaines de collaboration entre la Russie et l'Occident. Plutôt que de mettre l'accent sur la diplomatie, Poutine a adopté un discours général de doléances, qui rejette les principes de sécurité de l'après-Deuxième Guerre mondiale, qui fait renaître les thèmes impérialistes russes traditionnels et qui favorise une interprétation vigoureuse du statut de la Russie à titre de successeur de l'URSS. Le discours de Poutine affirme la primauté de la Russie à titre de puissance mondiale ayant le droit de participer au règlement de tous les conflits à l'échelle internationale. Selon ce discours, les pays en périphérie de l'ancienne Union soviétique possèdent une souveraineté limitée, et l'intérêt de l'Occident pour leur essor économique et politique nuit aux intérêts légitimes des Russes sur le plan de la sécurité. La Russie renforce le concept de la souverai-

neté limitée de ses voisins en affirmant qu'il est de son devoir sacré de protéger les minorités russes à l'extérieur de ses frontières. Pour l'Occident, les années 1990 sont considérées comme une période de dialogue positif, tandis que, pour Poutine, il s'agit d'une décennie au chaos destructeur, qui ne doit jamais se répéter. En Russie, Poutine a établi une structure gouvernementale et économique autoritaire. Les manifestations pro-démocraties au pays sont vues comme le résultat d'efforts d'ingérence et de manipulation de l'étranger. En outre, l'Occident ne représente pas un progrès souhaitable, mais plutôt une culture décadente et inférieure à celle de la Russie. Les pays occidentaux rejettent ce discours, dans lequel ils voient un motif transparent pour porter atteinte à la souveraineté des pays voisins, ce qui contrevient au droit international.

#### MESURES PRISES PAR LA RUSSIE EN UKRAINE

La Russie se fonde sur ce discours, selon lequel l'Ukraine fait partie de sa sphère d'influence, pour justifier les mesures prises

dans ce pays. En raison de son potentiel économique, l'Ukraine est considérée comme essentielle à l'établissement de l'Union eurasiatique. Sur le plan politique, les conséquences d'une rivalité renouvelée de l'ère postsoviétique a eu un régime autocratique et corrompu semblable à celui de la Russie, Poutine ne peut se permettre de la voir devenir une véritable démocratie et prospérer en raison de ses liens avec l'Union européenne. Il est donc intervenu de façon énergique lorsque cette possibilité est apparue à la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch : il s'est emparé de la Crimée et a encouragé l'incursion dans le Donbass dans le but de déstabiliser l'Ukraine de façon permanente. Ces actions en Ukraine ont entraîné l'apparition d'une guerre hybride ou « inavouée ». Les forces spéciales russes ont facilité l'annexion, sans opposition, de la Crimée, un fait ultérieurement admis par Poutine. Dans le Donbass, où il y avait une forte résistance, Moscou a eu recours à des milices organisées localement ou depuis la Russie, ainsi qu'à des sociétés militaires privées et à des forces of-



ficielles, notamment des unités spéciales et des unités d'élite. Cet amalgame de forces revêt une importance stratégique et tactique. Les milices et les sociétés militaires privées sont difficiles à diriger, mais il est toutefois facile pour la Russie de les désavouer si elle veut nier toute participation dans l'incursion. Les forces officielles sont quant à elles efficaces et faciles à coordonner, mais leur rôle est plus évident, ce qui limite la souplesse sur le plan

stratégique ainsi que les possibilités de déni aux fins de propagande. Les forces déjà à l'œuvre représentent une partie seulement de cet amalgame stratégique. Moscou laisse entendre que d'autres forces pourraient être utilisées en cas de provocation et mentionne un possible recours à l'arme nucléaire dans le but de déranger les calculs des Occidentaux. En outre, la Russie se sert des mouvements provocateurs des sous-marins et des bombardiers à long

rayon d'action pour renforcer les tensions et susciter des doutes sur ses options.

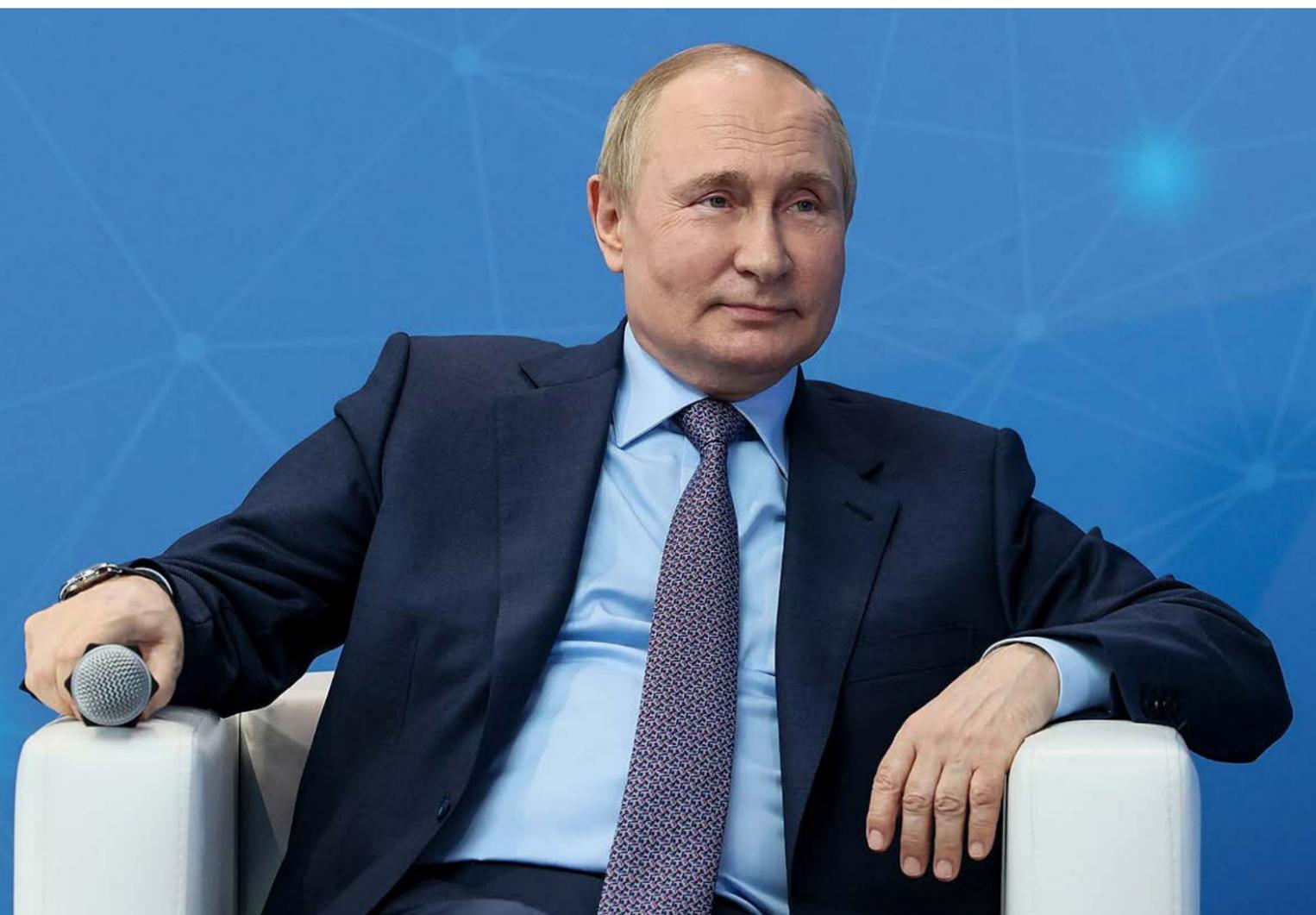
#### RÉACTIONS

Les forces ukrainiennes combattent les milices et leurs alliés, mais sont désavantagées par un très faible degré d'entraînement de base, un équipement désuet, une mauvaise logistique et la corruption du gouvernement. Malgré l'accord de Minsk 2, visant à imposer un cessez-le-

feu, les combats se poursuivent, mais sont d'une plus faible intensité. La Russie et l'Occident : Les conséquences d'une rivalité renouvelée. Les États-Unis, des pays européens et des alliés proches ont pris des sanctions modérées contre la Russie. La chancelière d'Allemagne, Angela Merkel, a fortement affirmé la nécessité de réagir avec fermeté

au rejet par la Russie des principes de sécurité postérieurs à 1945. Pour l'instant, les sanctions sont maintenues, mais il est peu probable que les pays européens les renforcent, alors qu'ils font face à des pressions importantes pour les alléger. La Russie envoie de l'argent à des partis d'opposition européens de l'extrême gauche et de l'extrême droite pour

encourager une adhésion à son point de vue. L'Union européenne est au beau milieu d'une crise géopolitique à laquelle elle a de la difficulté à réagir de façon cohérente. En revanche, l'OTAN a adopté une position stratégique explicitement géopolitique qui lui a permis de renforcer sa capacité de résister à toute autre agression russe. Entre autres me-



sures, l'OTAN a envoyé dans les républiques baltes des forces faisant office de sonnette d'alarme. Malgré les sanctions économiques et politiques qui lui ont été imposées, la Russie a atteint certains de ses objectifs : les mesures qu'elle a prises ont déstabilisé l'Ukraine en plus de l'affaiblir sur le plan économique, l'OTAN ne cherche pas à renforcer les liens avec les républiques en périphérie et l'Union européenne s'est retirée des combats.

### ÉCONOMIQUES STABLES POUR LA RUSSIE

Grâce à ses richesses en ressources naturelles, en particulier le pétrole et le gaz, la Russie a pu enregistrer un excédent courant considérable. Toutefois, même avant l'imposition des sanctions et la chute des prix du pétrole, son économie présentait d'importants points faibles. La stratégie économique descendante de Poutine, nécessaire pour conserver sa base de soutien, c'est-à-dire les oligarques, a créé des inefficacités sur le plan micro-économique.

Les entreprises qui ne détiennent pas de privilèges

spéciaux sont aux prises avec de mauvaises infrastructures, des droits de La Russie et l'Occident : Les conséquences d'une rivalité renouvelée propriété insuffisants, des pressions politiques, la manipulation des marchés, un gouvernement inefficace et une corruption omniprésente. Les sanctions et la chute des prix du pétrole ont entraîné une baisse considérable du PIB et accru l'instabilité du rouble. On observe une certaine reprise économique, mais le pays sera en récession modérée et aura de très faibles taux de croissance pour une période indéterminée. Poutine a une politique économique cohérente et ne peut restructurer l'économie sans miner sa propre base de soutien. La fuite de capitaux, qui avait commencé avant l'actuelle crise du rouble, s'est poursuivie, un signe que les investisseurs étrangers et nationaux manquent de confiance dans les perspectives économiques de la Russie. Les Russes ont tendu la main à la Chine pour en faire un nouveau partenaire.

Toutefois, l'entente conclue avec Gazprom en 2014 montre claire-

ment que les Chinois vont profiter de ce besoin des Russes de trouver de nouveaux amis. Depuis 1990, l'appui populaire des présidents de Russie est très étroitement lié à la croissance économique. Le ralentissement de l'économie russe a cassé cette tendance, et Poutine a vu sa cote de popularité chuter. Toutefois, son intervention en Ukraine l'a fait grimper à un niveau bien supérieur à celui associé aux tendances économiques. Cette situation ne peut durer, et le lien entre croissance économique et popularité s'imposera de nouveau à un moment ou un autre.

### POLITIQUE EXTÉRIEURE DE POUTINE

Le président russe, Vladimir Poutine, a signé un décret sur le nouveau concept de la politique étrangère russe, classant les États-Unis comme une "menace existentielle".

Le nouveau concept stipule plusieurs dispositions, dont la plus importante est la classification des États-Unis comme "instigateur principal et chef d'orchestre de la ligne antirusse, et la plus grande



menace qui pèse sur le monde et le développement de l'humanité.

La Russie entend accorder une attention prioritaire à l'élimination des vestiges de la domination des États-Unis et d'autres États hostiles dans les affaires mondiales. Dans ce même contexte, la nouvelle politique a annoncé une approche particulière de la lutte contre la "russophobie".

Le document indique que la lutte contre la russophobie dans divers domaines

"sera une priorité de la politique humanitaire de la Russie à l'étranger". Moscou a également indiqué sa vision de la formation d'un système mondial qui "fournit une sécurité fiable et garantit l'égalité des chances pour tous".

Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé que la nouvelle politique étrangère de la Russie "reflète une nouvelle réalité politique, des changements géopoliti-

ques et des développements révolutionnaires dans le monde".

Dans un discours aux membres du Conseil de sécurité russe, il a déclaré que les tensions et les menaces que le monde connaît sont "le résultat des actions de pays hostiles". Il a souligné qu'en vertu du nouveau concept de politique étrangère, "la Russie pourra prendre des mesures similaires ou non similaires, en réponse à des mesures hostiles à son encontre".

Russie

## POUTINE EN ROUTE POUR UN NOUVEAU MANDAT CONSTITUTIONNEL

*Le président russe Vladimir Poutine a déclaré le 8 décembre 2023 qu'il se présentera à nouveau à l'élection présidentielle prévue du 15 au 17 mars 2024, une décision qui devrait le maintenir au pouvoir au moins jusqu'en 2030.*

Avec la guerre en Ukraine en toile de fond, l'annonce de Poutine était chargée de symbolisme. Selon Tass, l'agence de presse d'État russe, il l'a fait savoir lors d'une cérémonie de remise de récompenses militaires au Kremlin, en réponse à une question posée par Artyom Zhoga, un officier militaire russe et responsable de Donetsk, une ville de l'est de l'Ukraine.

« À une autre époque, j'ai eu d'autres pensées concernant cette

question. Mais je comprends qu'aujourd'hui il n'y a pas d'autre choix possible. Je vais donc me présenter au poste de président de la Russie", a déclaré Vladimir Poutine.





Lors d'un discours en vue de la présidentielle de mars 2024 devant les membres du parti Russie unie, qui l'a soutenu lors de ses trois précédentes campagnes (2004, 2012 et 2018), le chef du Kremlin a promis que «la Russie sera une puissance souveraine et autosuffisante, sinon elle n'existera plus du tout».

«La Russie ne peut pas, comme certains pays, renoncer à sa souveraineté en échange de quelques saucisses et devenir le satellite de quelqu'un», a-t-il

lancé dans une référence apparente à l'Ukraine. Accusant les Occidentaux de chercher à «faire s'effondrer l'économie et la sphère sociale russe», il a appelé les «forces patriotiques» du pays à conjuguer leurs efforts face aux «tâches historiques» qui attendent Moscou.

«Avec tout le peuple russe, défendons la souveraineté, la liberté, la sécurité de la Russie, tout ce qui nous est cher, notre histoire, notre culture, nos valeurs et nos traditions», a encore déclaré Vladimir Poutine.

## UN SOUTIEN SANS CESSE RENOUELÉ

Le chef de Russie Unie, l'ancien président Dmitri Medvedev, a de son côté assuré que son parti «fera tout» pour soutenir la candidature de Vladimir Poutine. Il s'est félicité que la Russie ait «pu résister à une pression colossale» de la part des Occidentaux. «La réponse aux actions de nos adversaires a été la résilience et l'unité de la société russe», a-t-il poursuivi.

Selon l'ex-président, une victoire de Vladimir

Poutine en mars 2024 permettra de «prendre enfin le dessus sur les forces qui menacent la sécurité et la souveraineté» du pays.

## UNE CANDIDATURE « CHARGÉE DE SYMBOLES »

« La candidature est chargée de symboles : des héros, des pères du Donbass, un territoire ukrainien revendiqué par Moscou, veulent voir Poutine à nouveau président.... Poutine a choisi la guerre, la guerre choisit Poutine », a commenté sur Telegram l'analyste Tatiana Stanovaïa.

Le président de la chambre basse du Parlement, Viatcheslav Volodine, a réagi sur Telegram en insistant sur les « qualités uniques » de Vladimir Poutine, tandis que pour son homologue à la chambre haute, Valentina Matvienko, le chef de l'Etat « ne fuira jamais ses responsabilités ».

Ni la guerre coûteuse et interminable en Ukraine, ni la rébellion ratée de l'été dernier menée par le chef des mercenaires feu Evgeniy Prigozhin ne semblent avoir affecté sa

cote de popularité élevée, rapportée par des instituts de sondage indépendants.

« Ce n'est probablement pas la pire option », a commenté Zoya Fedina, une mathématicienne à la retraite de 68 ans, encore marquée par les difficultés des années 1990. « Je veux la stabilité et la paix dans ce pays. Et je pense que ce sera le cas avec cet homme », a renchéri Nina Zintchenko, une peintre de 48 ans.

Et les symboles se multiplient puisque l'élection se déroulera du 15 au 17 mars, peu après le deuxième anniversaire du déclenchement de l'attaque contre l'Ukraine, toujours en cours, et à la veille du dixième anniversaire de l'annexion par la Russie, en 2014, d'un premier territoire ukrainien, la péninsule de Crimée. L'élection aura d'ailleurs lieu dans les régions ukrainiennes occupées par la Russie. Alors que la Russie a revendiqué en septembre 2022 l'annexion de quatre nouvelles régions ukrainiennes qu'elle occupe partiellement (Donetsk, Lougansk, Kherson, Zaporijjia), la présidentielle doit aussi être le « point culminant

de la réunification », a estimé Valentina Matvienko, la présidente du Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement russe.

Après une année 2022 marquée par des combats intenses et une envolée de sanctions occidentales, Vladimir Poutine apparaît fin 2023 en meilleure posture avec l'échec de la contre-offensive entamée cet été par l'Ukraine, l'effritement du soutien financier européen et américain à Kiev et le redressement de l'économie nationale. La Russie a même prévu d'augmenter ses dépenses militaires de 67% en 2024, à quelque 30% de son PIB. En visite dans le Golfe début décembre, le président russe poursuit son retour sur la scène internationale faisant fi du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale lancé à son encontre.

Notons qu'il s'agira de la huitième élection présidentielle dans le pays. Si aucun candidat n'obtient plus de la moitié des voix, un second tour aura lieu exactement trois semaines plus tard, le 7 avril 2024. L'investiture du vainqueur est prévue le 7 mai 2024. 15 personnes (six



candidats auto-désignés (indépendants) et neuf représentants de partis) ont soumis des documents à la Commission électorale centrale afin de s'inscrire comme candidats.

### **VLADIMIR POUTINE, L'HOMME INDÉTRÔNABLE**

Né en 1952 à Léninegrad (redevue Saint-Pétersbourg), Vladimir Poutine a d'abord eu une carrière d'agent du KGB,

les services secrets soviétiques, notamment en Allemagne de l'Est, avant de rentrer en Russie à la dislocation de l'URSS. Il a commencé son parcours politique à la mairie de Saint-Pétersbourg, avant de rapidement rejoindre le Kremlin et d'y gravir les échelons en cultivant l'image d'un homme efficace, en plein tumulte des années 1990 en Russie.

Désigné Premier ministre, puis succédant à Boris Eltsine après sa démission le 31 décembre 1999, Vladimir Poutine a progressivement redressé l'économie grâce à la manne des hydrocarbures et mis au pas son pays, en démontant les acquis démocratiques des années 1990 et prônant une politique de puissance nostalgique de l'URSS, de plus en plus conservatrice et anti-occidentale. Vladimir Poutine a été président de 2000 à 2008 et l'est de nouveau depuis 2012. Touché par la limite du nombre des mandats, il avait cédé le Kremlin entre 2008 et 2012 à un allié, Dmitri Medvedev, mais était resté en tant que Premier ministre l'homme fort de la Russie.



Russie

## À LA DÉCOUVERTE D'IRKOUTSK, L'UNE DES GRANDES VILLES DE SIBÉRIE

*Irkoutsk est une des plus grandes villes de Sibérie. Fondée en 1661 par Yakov Pokhabov, c'est là que se rendent les voyageurs du monde entier pour découvrir le véritable hiver sibérien, l'unique architecture des maisons de bois, et pour visiter le lieu d'exil des Décembristes, sans oublier "La perle de Sibérie" : le lac Baïkal.*

### **LAC BAÏKAL**

Le lac Baïkal est le lac le plus ancien de la planète. C'est le seul endroit au monde où vous pourrez voir des phoques d'eau

douce. Sa profondeur moyenne est de 744,4 m et sa plus grande profondeur a été mesurée à 1642 mètres. Il est long de 636 km pour une distance de

79 km sur sa plus grande largeur. Le lac Baïkal, gelé de janvier à mai, est un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

### **LES DÉCEMBRISTES D'IRKOUTSK**

Le 14 décembre 1825, des officiers de l'armée russe ainsi que des représentants de l'aristocratie, accompagnés de presque 3.000 soldats, marchent vers la Place du Sénat à

Saint-Pétersbourg. C'est là que se déroulent les premiers soulèvements armés contre l'autocratie et le servage au sein de l'Empire de Russie. Ces opposants, connus sous le nom de Décembristes, exigent que le Sénat passe un certain nombre de réformes démocratiques dans le pays.

Cette révolte est sévèrement réprimée et ces cinq dirigeants sont exécutés près de la forteresse Pierre-et-Paul, sur les rives de la Neva à Saint-Pétersbourg. D'autres membres de l'opposition sont également punis. La plupart des protestants se voient supprimer leurs droits et sont exilés en Sibérie, y compris vers certaines provinces d'Irkoutsk.

Les premiers décembristes arrivent à Irkoutsk pendant l'été de 1826. Ils sont condamnés aux travaux

forcés, obligés à travailler à l'usine ou dans des prisons.

Faisant partie de la noblesse et de l'élite intellectuelle russe, les décembristes ont un impact considérable sur l'Est de la Sibérie, au niveau culturel, historique, et en termes de développement politique. Pendant leur temps libre, ils enseignent les mathématiques, les langues étrangères, la médecine, les sciences naturelles et la musique aux jeunes générations ainsi qu'aux paysans.

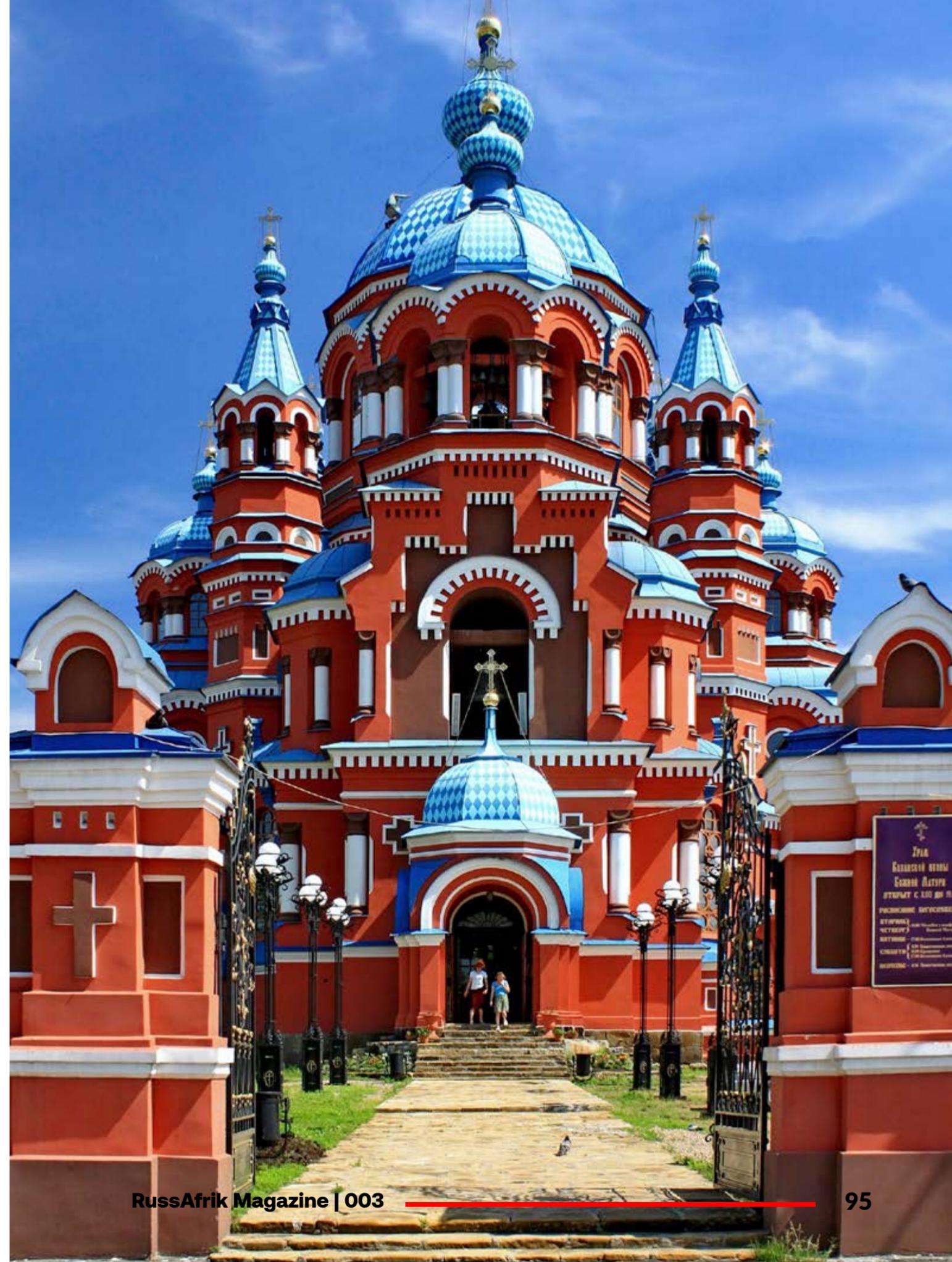
Le grand-duc Sergei Volkonsky, un vétéran de la Grande Guerre Nationale de 1812 et l'un des dirigeants de la société des décembristes, joua un rôle très important pour Irkoutsk. Volkonsky fut envoyé dans un village près d'Irkoutsk, où il cultiva les terres aux côtés des paysans et leur enseigna des techniques agricoles avan-

cées. Sa maison à Irkoutsk devint un épiscentre de vie culturelle et spirituelle.

Parmi d'autres maisons de Décembristes célèbres se trouve la demeure appartenant au grand-duc Sergei Trubetskoy et sa femme Yekaterina Trubetskaya (qui fut la première femme à partir pour suivre son mari en Sibérie).

Les décembristes contribuèrent également à l'histoire, la géographie et aux idées politiques des sociétés d'Irkoutsk et de Sibérie en général.

Des voyageurs viennent à présent à Irkoutsk depuis les quatre coins du monde pour en savoir plus sur la destinée de ces "criminels" qui osèrent se rebeller contre la monarchie en décembre 1825 et furent condamnés à l'exil en Sibérie. La plupart des maisons des Décembristes se situent dans le centre d'Irkoutsk.



Coupe d'Afrique des Nations : Côte d'Ivoire 2023

## LES ENJEUX DE LA 34<sup>e</sup> ÉDITION



d'un héritage pérenne qui s'aligne avec les objectifs économiques à long terme de la nation.

### UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE

L'organisation de la CAN 2023 en Côte d'Ivoire représente une opportunité économique majeure pour le pays. La compétition devrait attirer des milliers de supporters venus de toute l'Afrique et au-delà, ce qui aura un impact positif sur plusieurs secteurs de l'économie ivoirienne.

Le secteur du tourisme sera particulièrement bénéficiaire. Les supporters de football qui se rendront en Côte d'Ivoire pour la compétition découvriront les charmes et les attractions du pays, stimulant ainsi l'industrie du tourisme. Les hôtels, les restaurants et les transports publics bénéficieront également de cet afflux de visiteurs.

Organisée par la Côte d'Ivoire, la 34<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations se déroulera du 13 janvier au 11 février 2024. Les matchs de l'événement se dérouleront à Abidjan, Bouaké, San-Pédro et Yamoussoukro.

**P**erçue par les autorités ivoiriennes comme une opportunité stratégique, la CAN 2023 n'est pas qu'un simple événement sportif pour la

Côte d'Ivoire. Avec des investissements substantiels dans le développement des routes, des stades et des installations connexes, le pays affiche une ambition déterminée à organiser un événement d'envergure internationale, tout en établissant les bases

311 101  
839 138 / 675 167 900  
@biotopcommodities.cm



La santé et le bien-être dans nos étagères

En outre, la Côte d'Ivoire aura l'occasion de présenter sa capacité à organiser un événement de grande envergure, ce qui pourrait attirer d'autres événements internationaux à l'avenir.

Au-delà des bénéfices économiques immédiats, la CAN 2023 représente une opportunité pour la Côte d'Ivoire de renforcer son image sur la scène internationale et de montrer sa passion pour le football. C'est une occasion à saisir pour le pays de démontrer son potentiel en tant que destination touristique et sportive de premier plan.

## LES 24 ÉQUIPES EN COMPÉTITION

La Côte d'Ivoire (pays organisateur), le Sénégal (dernier vainqueur), l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie composeront le premier chapeau. Le Nigeria, le Mali, le Ghana, le Burkina Faso, le Cameroun et l'Afrique du Sud seront présents dans le chapeau deux, tandis que la République démocratique du Congo, le Cap-Vert, la Guinée, la Zambie, la Guinée-Équatoriale et la Mauritanie composeront le chapeau trois. Enfin,



le dernier chapeau comptera la Guinée-Bissau, l'Angola, la Tanzanie, la Namibie, le Mozambique et la Gambie.

## LES CADORS AU RENDEZ-VOUS

Une fois n'est pas coutume, le passage de seize à vingt-quatre équipes ne laisse presque plus de place aux surprises concernant les sélections phares du continent. Sénégal, Égypte, Maroc, Nigeria, Algérie, Tunisie, Burkina Faso, Mali, Ghana, personne ne manque à l'appel. Seuls la RD Congo et surtout le Cameroun ont dû réellement batailler pour décro-

cher leur billet de qualification à la grande fête du football africain.

En effet, dans un groupe comprenant Namibie et Burundi, les Lions Indomptables se sont faits quelques frayeurs lors de la double confrontation contre la Namibie. Avec seulement un point pris en deux matchs (un nul et une défaite), la qualification se jouait donc lors de cette fenêtre internationale, pour la réception du Burundi à Garoua. Grâce à une victoire 3-0 et des buts de Mbeumo, Wooh et le meilleur buteur de la CAN 2021 Vincent Aboubakar, c'est le soulagement. Une Coupe d'Afrique des na-

tions organisée en Côte d'Ivoire sans le Cameroun aurait fait tache.

La RDC de son côté a su renverser la situation après deux défaites lors des deux premières journées, en enchaînant quatre victoires consécutives non sans difficulté. La nomination du sélectionneur français Sébastien Desabre, très réputé sur le continent, a apporté de la sérénité et une ligne directrice à une sélection qui commence à regagner en confiance, avec une équipe de plus en plus attractive pour les binationaux, et les joueurs basés sur le continent. À l'image de Fiston Mayele, meilleur buteur du continent la saison passée avec Yanga SC.

## CONFIRMATIONS OUEST-AFRICAINES, RETOUR DES CADORS D'AFRIQUE AUSTRALE

Une tendance qui tend à se confirmer depuis quelque temps, la bonne tenue des sélections d'Afrique de l'Ouest, qui capitalisent visiblement sur le passage à 24 nations pour marquer leur empreinte. En effet, en dehors des habituels Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali ou Burkina Faso, on retrouve

également la Gambie, le Cap Vert, la Mauritanie et la Guinée-Bissau, qui commencent à acquérir une certaine régularité à ce niveau.

La Gambie en tête, quart de finaliste de la CAN 2021, a confirmé une année 2023 qui restera dans les annales de son football. Après notamment une finale de la CAN des moins de vingt ans, et une place en huitième de finale de la Coupe du monde de la même catégorie, venant à bout de la France et du Honduras au premier tour, les Scorpions sont parvenus à décrocher une place dans les derniers instants de la dernière journée face au Congo Brazzaville. Menés 2-0, ils parviendront à arracher le nul dans le temps additionnel. Un pays dans son âge d'or et qui pourrait avec le temps gravir les échelons pour devenir un incontournable sur le continent.

Grosse satisfaction, le retour de la Zambie et de l'Afrique du Sud, nations phares d'Afrique Australe, toutes deux anciennes championnes d'Afrique, qui respectivement prendront part à leur première CAN depuis 2015 et 2019.

Une anomalie réparée, et que l'on peut mettre au crédit d'une belle génération dont l'impulsion a été donnée par l'équipe zambienne vainqueur de la CAN U20 en 2017 d'un côté, et de l'impact des Mamelodi Sundowns sur la sélection des Bafana Bafana de l'autre. Vainqueurs respectivement de la Côte d'Ivoire (3-0) et du Maroc (2-1), Zambie et Afrique du Sud sont tous deux sur une pente ascendante ces derniers mois.

## DES RETOURS ET QUELQUES SURPRISES

Enfin du côté des surprises, le retour de la sélection angolaise à la Coupe d'Afrique des nations pour la première fois depuis dix ans. Loin de sa période phare l'ayant vu prendre part à toutes les CAN de 2006 à 2013 et à la Coupe du monde 2006, les Palancas Negras ont connu une traversée du désert lors de la dernière décennie. Avec un groupe composé essentiellement de joueurs issus des géants locaux Petro Luanda, Primeiro de Agosoto et de joueurs binationaux, la sélection de Pedro Soares Gonçalves a su prendre le



dessus sur la République centrafricaine pour se placer derrière le Ghana. Une course à trois dont le dénouement s'est joué lors de la dernière journée et la victoire à l'arrachée des Blacks Stars face à la RCA, permettant aux lusophones de se qualifier.

Même son de cloche pour la Mozambique, qui prendra part à sa cinquième CAN, mais la première depuis 2010, prenant le dessus sur le Bénin, qui en compagnie du Gabon sont les deux absents majeurs de cette CAN. La Tanzanie, qualifiée en 2019 après trente-neuf ans d'absence, n'a eu besoin que de quatre ans pour revenir. Dans le

sillage d'un championnat qui progresse, tiré vers le haut par les moyens conséquents dont ils bénéficient et les clubs de Yanga SC finaliste de la Coupe de la CAF passée, Simba SC et Azam FC, les Taifa Stars ont su devancer l'Ouganda et le Niger pour se placer derrière l'Algérie. Une qualification symbolique démontrant qu'il s'agit sans doute du pays le plus entreprenant d'Afrique de l'Est à l'heure actuelle, aux dépens de l'Ouganda.

### COMBIEN TOUCHERA LE VAINQUEUR ?

Qui pour succéder au Sénégal de Sadio Mané en tant que champion

d'Afrique ? La question est sur de nombreuses lèvres au vu du niveau des sélections africaines.

Les enjeux sont sportifs, mais également financiers pour les participants à la coupe continentale africaine : l'équipe nationale qui sortira vainqueur de la finale, prévue le 11 février, quittera le stade Alassane Ouattara et la capitale Abidjan avec un trophée, des médailles, mais aussi un très beau chèque.

En effet, le futur champion d'Afrique repartira avec une dotation de 5 millions de dollars, soit environ 4,5 millions d'euros. Il s'agit du même montant em-

poché par les Lions de la Teranga lors de leur sacre à la CAN 2022.

### UN LEVIER AU SERVICE DE LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES IVOIRIENNES

Rien qu'en 2022, l'Etat de Côte d'Ivoire indique avoir consacré plus de 2 500 milliards de FCFA aux infrastructures routières, une tendance qui se poursuit en cette année charnière. Et pour 2023, l'agenda est tout aussi riche en ambitions. C'est Amédé Koffi Kouakou, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, qui l'annonce : construction et bitumage de 1 900 km de routes neuves, et renforcement d'environ 1 000 km de routes déjà revêtues.

À l'aube de la compétition continentale, Abidjan s'affaire à parachever ses derniers chantiers, redoublant d'efforts et accélérant même le rythme là où des retards ont été constatés. Routes urbaines, ponts, aéroports, stades, hébergement, « nous sommes déjà prêts à accueillir la plus grande compétition sportive du continent, » a assuré le Président de la République, Alassane

Ouattara, à l'occasion de son discours dans le cadre de la traditionnelle fête nationale du 7 août 2023.

Ainsi, les aéroports de Korhogo, Bouaké et San Pedro sont déjà intégralement rénovés.

Dans la capitale économique (Abidjan), un investissement de 74 milliards de FCFA a été alloué à la construction d'une voie de contournement, une rocade qui encercle la ville et connecte la commune d'Abobo au Stade olympique d'Ebimpé, d'une capacité de 60 000 places. Baptisée Y4, cette nouvelle route a pour ambition de réduire la congestion et de transformer radicalement la vie urbaine d'une métropole en expansion, actuellement en proie à des embouteillages fréquents. Le projet inclut également les inaugurations. Le 5e pont, desservant le Plateau, lui, a été inauguré le samedi 12 août. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du vaste Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA), dont le coût total s'élève à 504 milliards FCFA, et qui vise à apporter des solutions durables aux défis de la mobilité des populations dans la capitale économique du pays.

À l'intérieur du pays, on s'affaire également. La réhabilitation de l'axe routier de 353,5 kilomètres reliant Abidjan à San Pedro, qui abrite également un stade de 20 000 places, est en cours et devrait être entièrement achevé avant le début du tournoi. Outre les considérations liées à la CAN, l'infrastructure devrait contribuer à exploiter le potentiel de la région de San Pedro, connue pour ses plages idylliques, alors que le gouvernement ivoirien cherche à positionner la Côte d'Ivoire comme une destination touristique majeure sur la scène internationale.

À cela s'ajoute le prolongement de l'autoroute du nord, axe connectant Abidjan à l'arrière-pays, notamment le Burkina. Le premier segment, s'étendant de Yamoussoukro à Tiébissou sur 37 km, a déjà été livré. Et la deuxième section reliant Tiébissou à Bouaké, carrefour commercial de premier plan et deuxième ville du centre qui accueille les matchs de la CAN après Yamoussoukro.

# LimoCoin Swap

LMCSWAP



[www.liyeplimal.com](http://www.liyeplimal.com)



"Il est important de garder à l'esprit que les crypto-monnaies sont un marché volatil et que seules la patience et la diligence sont nécessaires pour obtenir des résultats à long terme"

**Emile Parfait SIMB**

*Joyeuses Fêtes de fin d'année et une année 2024 prospère à tous.*

LIMOCOIN

## UNE CRYPTOMONNAIE TRÈS PROMETTEUSE EN 2024

*Cette année 2024 sera très prometteuse pour le LIMOCOIN. Tous les signaux sont au vert. Le Président Directeur Général de SIMTREX Commercial Brokers LLC propriétaire du LIMOCOIN, Émile Parfait SIMB, l'a annoncé dans un message empreint d'espoirs et d'engagements à l'endroit de la communauté Liyeplimal et des investisseurs du LIMOCOIN.*

Nous avons également franchi une étape importante en étant listés sur les principales plateformes d'échange, ce qui a permis d'augmenter la liquidité du LIMOCOIN et d'attirer de nouveaux investisseurs. Nous avons aussi signé des partenariats avec certaines entreprises de e-commerce et de messagerie instantanée ce qui ouvre de nouvelles possibilités pour l'utilisation du LIMOCOIN dans



2023 aura été une année de croissance et

de développement pour le LIMOCOIN en Afrique et dans le monde. Nous avons atteint un nombre de 107 000 Holders et plus de 2 300 000 Transferts.

le monde réel. De plus en plus de personnes utilisent le LIMOCOIN désormais pour effectuer des transactions quotidiennes, ce qui démontre son utilité réelle dans notre société”, s’est réjoui le CEO de Global Investment Trading.

Emile Parfait SIMB a annoncé que le LIMOCOIN a enregistré une augmentation de plus de 90% de sa valeur depuis le début de l’année. Toute chose qui témoigne de son engagement constant à innover et à offrir des solutions de plus en plus performantes aux utilisateurs. Loin de verser dans l’autosatisfaction, le propriétaire du LIMOCOIN dira : « Nous continuerons à investir dans la recherche et le développement pour maintenir notre position de leader sur le marché Africain ».

### DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES

Dans son agenda, plusieurs défis à relever et des projets passionnants sont en cours. Nous travaillons actuellement sur de nouvelles fonctionnalités pour améliorer l’expérience utilisateur et rendre le LIMOCOIN en-

core plus accessible à tous mais également de lister le LIMOCOIN dans au moins Trois autres échanges de renom en 2024. Les négociations ont déjà été entamées, a rassuré le boss de GIT.

De nombreux changements vont subvenir concernant les taux de rémunération des packs et des pourcentages de parrainage qui seront revu à la baisse dans les prochains jours.

Le CEO Emile Parfait SIMB reste convaincu que 2024 sera une année encore plus prometteuse pour le LIMOCOIN en Afrique et dans le monde. Nous continuerons à innover, à étendre notre présence et à travailler avec les communautés locales pour faire de la crypto-monnaie une réalité pour tous en Afrique, a-t-il conclu.

A toutes les personnes déçues par des pertes ou des mauvaises performances dans leurs investissements en crypto-monnaies et dans le LIMOCOIN en 2023, il est important de garder à l’esprit que les crypto-monnaies sont un marché volatil et que seules la patience et la di-

ligence sont nécessaires pour obtenir des résultats à long terme.

En parlant d’opportunités, Emile Parfait SIMB reste convaincu que l’Afrique est le prochain grand marché pour la crypto-monnaie. Avec une population jeune et technophile, une croissance économique rapide et une forte demande pour des solutions financières innovantes, l’Afrique est un terrain fertile pour l’adoption massive de la crypto-monnaie.

Et là dira le CEO, “Nous sommes déterminés à jouer un rôle de leader dans cette expansion et à apporter des avantages tangibles à la communauté africaine. En tant qu’investisseurs du LIMOCOIN, vous êtes également des pionniers dans cette aventure passionnante. Votre confiance et votre soutien nous ont aidés à surmonter les obstacles et à atteindre de nouveaux sommets”.

Plusieurs initiatives caritatives ont été lancées dans le but de soutenir des causes nobles, notamment le cas du Niger. D’autres actions sont également envisagées au profit d’autres pays.



## Crypto Bull Run 2024

### COMMENT SE PRÉPARER POUR LE BULLRUN 2024 ?

*La clé de cette préparation consiste d’abord, pour ce crypto enthousiaste, à analyser les dynamiques actuelles du marché crypto. Il faut savoir que dans le contexte actuel de cet écosystème, l’analyse des tendances revêt une importance cruciale pour les investisseurs cherchant à prendre des décisions éclairées*

**L**e marché des cryptos a connu un déclin durant les deux dernières années. Sur cette période, plusieurs situations ont émaillé cette industrie. On note par exemple le relèvement des taux par les banques centrales. Les prix planchers du marché

des NFT comme les difficultés de financement de l’écosystème du Web 3.0 sont parmi les indicateurs négatifs de la santé du marché crypto. Sans oublier les pertes dues aux piratages qui ont régulièrement touché les utilisateurs durant cette période. Pourtant, malgré tous ces défis, les analystes tablent sur la survenue d’un mar-

ché haussier à partir de 2024. Dans cet article, nous partons du principe que cette perspective pourrait se concrétiser et vous proposons quelques clés pour vous y préparer efficacement.

### CLÉ N° 1 : LA NÉCESSITÉ D’ANALYSER LES TENDANCES DU MARCHÉ CRYPTO...

Récemment, VanEck a fait des projections pour le moins audacieuses concernant la résurgence du marché crypto en 2024. On peut y être sceptique et ne pas en tenir compte. Après tout, cela reste une spéculation. Et à ce titre, elle a des chances de ne

pas aller dans le sens envisagé. Pourtant, tout crypto enthousiaste optimiste accorderait une part de possibilité à la concrétisation de projections de ce type en s'y préparant en conséquence. La clé de cette préparation consiste d'abord, pour ce crypto enthousiaste, à analyser les dynamiques actuelles du marché crypto.

Il faut savoir que dans le contexte actuel de cet écosystème, l'analyse des tendances revêt une importance cruciale pour les investisseurs cherchant à prendre des décisions éclairées. Il est utile de rappeler que l'industrie crypto est par nature extrêmement volatile. Nous en avons eu la preuve tout au long de cette année marquée notamment par des évolutions réglementaires majeures. Ceci à côté des avancées technologiques importantes qui représentent là des facteurs affectant la perception des investisseurs et pouvant indiquer des opportunités ou des risques imminents.

L'investisseur crypto avisé qui souhaite se préparer au prochain bull run, actuellement sur toutes les lèvres, devrait se tourner

vers l'analyse des fondamentaux du secteur crypto. Ceci, en s'autorisant à éprouver l'actualité liée aux développements technologiques, aux évolutions réglementaires sans négliger la kyrielle de partenariats crypto stratégiques qui se nouent. Dans un contexte financier aussi dynamique que celui des cryptos, une compréhension approfondie des tendances du marché semble indispensable pour les investisseurs cherchant à maximiser leurs rendements. Cela, tout en minimisant les risques auxquels ils s'exposent.

L'importance d'une information de qualité et le choix de partenaires fiables sont cruciaux dans le secteur des cryptomonnaies. Plusieurs écoles de formation en Afrique, connues dans le domaine, proposent divers services pour aider les investisseurs. Ces services incluent des outils et conseils pour comprendre les tendances du marché et élaborer des stratégies d'investissement.

## **CLÉ N° 2 : POUR DÉTERMINER UNE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT PERTINENTE ET VIABLE...**

Cette deuxième clé n'est pas sans lien avec la première. En effet, mettre en place une stratégie d'investissement pertinente et viable suppose d'avoir au préalable des informations pertinentes et fiables. Chose qui exige une compréhension des dynamiques du marché crypto.

Il faut bien comprendre une chose. La détermination d'une stratégie d'investissement pertinente et viable est une étape absolument nécessaire. De fait, elle ne peut être prise à la légère si l'on veut naviguer avec succès dans le marché fluctuant que représente l'industrie crypto.

Cet écosystème est extrêmement complexe. Tellement que même les utilisateurs les plus chevronnés ne sont vraiment jamais à l'abri de quelque déboire. Pour cause, il y a tant de nouveaux projets crypto qui arrivent sur le marché dans le contexte de l'extrême volatilité toujours présente qu'on peut perdre des plumes. Toujours s'accro-

**LIMOCOIN SWAP  
GLOBAL AIRDROP**

**1.800.000 LMC** FOR 200.000 PARTICIPANTS

**EARN UP TO \$50 FOR AIRDROP TASKS & \$6 FOR REFERRALS**

cher sur un projet dont vous connaissez les pères fondateurs.

D'où l'absolue nécessité pour tout investisseur crypto avisé de définir en amont ses objectifs financiers. Qu'il s'agisse de gains à court terme ou d'une vision à plus long terme. Car, la réalité, c'est qu'en fonction de la plage temporelle choisie, les actifs, la tolérance au risque et la flexibilité stratégique au fil du temps vont différer.

Par ailleurs, une bonne stratégie d'investissement ne peut faire acception de la diversification de son portefeuille d'investisse-

ment. Celle-ci constitue, en effet, un pilier essentiel d'un plan d'investissement crypto durable. Ce dernier devant, à toutes fins utiles, intégrer différentes classes d'actifs comme des cryptos établies, des stablecoins et des projets cryptos émergents. Le but d'une telle répartition étant de minimiser les risques.

Dans l'ensemble, la détermination d'une stratégie d'investissement crypto pertinente et viable doit s'aligner sur les objectifs individuels de l'investisseur. Cela, en demeurant flexible face à la nature dynamique de ce marché en constante évolution.

## **CLÉ N° 3 : EN LIMITANT AU MAXIMUM SON EXPOSITION AUX RISQUES SUR LE MARCHÉ DES CRYPTOS...**

Avec la complexité opérationnelle et technique que comporte le marché crypto, il est impératif pour tout investisseur, de gérer efficacement les risques auxquels il s'expose. L'objectif pour lui étant de préserver le capital investi tout en exploitant des opportunités de rendement.

Des pratiques telles que l'utilisation d'ordres stop-loss pour limiter les pertes potentielles peuvent l'y aider. Tout comme la diversification de portefeuille précédemment évoquée

# Les Finances

et la compréhension profonde des facteurs susceptibles d'influencer les mouvements du marché.

Limiter son exposition aux risques peut également impliquer une réévaluation constante de ses positions et une adaptation rapide à l'évolution des conditions du marché. De fait, les investisseurs doivent rester aux aguets des nouvelles informations, des événements macroéconomiques, mais aussi des développements technologiques qui pourraient avoir un impact sur leurs investissements.

Il s'agit globalement d'avoir une approche proactive qui peut aider à prévenir d'éventuelles

pertes importantes tout en permettant de capitaliser sur les opportunités qui se présentent. Agir ainsi est notamment un gage de flexibilité permettant d'ajuster ses stratégies en fonction des changements du marché. Ceci offre ainsi une protection contre les mouvements imprévus, mais aussi une base solide pour la prise de décision éclairée.

## CONCLUSION

Face à la perspective d'un bull run en 2024, les investisseurs crypto doivent adopter une approche proactive et actualisée. Une telle démarche se concrétise d'abord dans l'analyse constante des

tendances du marché. Il s'agit ensuite d'élaborer une stratégie d'investissement pertinente, alignée sur des objectifs prédéfinis et intégrant la diversification du portefeuille. C'est enfin mettre l'accent sur la gestion efficace des risques, impliquant entre autres une adaptation rapide aux conditions changeantes du marché. En limitant leur exposition aux risques, les investisseurs peuvent préserver leurs avoirs tout en capitalisant sur de nouvelles opportunités, s'assurant ainsi une base solide pour des décisions éclairées. Ils pourraient alors jouir des retombées du marché haussier annoncé par les analystes.



**SOSETO-RUDN UNIVERSITY CAMEROON**

**SOSETO**

**RUDN University**

**40 HEURES DE COURS POUR LA PRE-UNIVERSITÉ**

**La RUSSIE dispose plusieurs Universités à l'instar de RUDN University classée parmi les 501<sup>ème</sup> sur les 23000 Universités que compte les 197 Pays au Monde.**

**Possible de faire une année préparatoire en ligne étant au Cameroun**

**Etudier en RUSSIE par le biais de SOSETO-RUDN CAMEROON.**

**OUVERT** Les enregistrements ouverts depuis le 09 Janvier 2023

**LUNDI - SAMEDI**

**8H-20H**

+237 654 872 585 +237 697 475 573

Email: [soseto-rudncameroon@gmail.com](mailto:soseto-rudncameroon@gmail.com)

Dla-Cameroun Bonapriso rue koloko



**KAMAZ**

CONTACT@KAMAZ-AFRICA.COM  
PHONE/WHATSAPP : +233 24 823 7545 /  
+221 78 147 1117 / +237 6 53 54 10 04  
LIEU : KRIBI CAMEROUN



HUILE DE SÉSAME

le végé

**Mārah**  
La santé et le bien-être dans nos étagères!

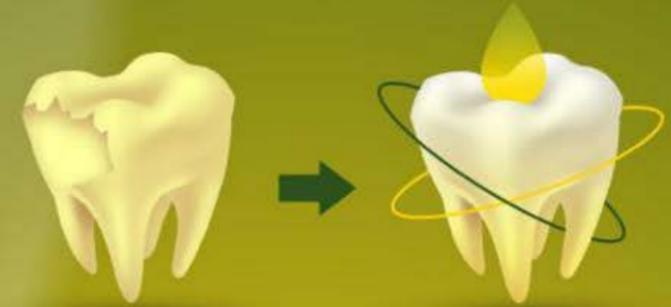
BTC  
Bio Top Commodities



# Blanchit les dents

Une utilisation au quotidien, de l'huile de sesame Mārah en bain de bouche, fait que ses propriétés anti bactériennes préviennent les

**caries, l'infection des gencives, et la mauvaise haleine.**




698 311 101 / 696 839 138 / 675 167 900  
info@biotopcommodities.cm

L'huile de sésame

## UN ÉLIXIR POUR L'ORGANISME

*L'huile de sésame a été utilisée depuis la nuit des temps en Afrique et en Asie pour ses nombreux bienfaits. Laissez-nous vous expliquer pourquoi l'huile de sésame est un véritable atout pour l'organisme. Aujourd'hui, le sésame est cultivé dans de nombreux pays et son huile est toujours autant plébiscitée. Laissez nous vous expliquer pourquoi l'huile de sésame est un véritable atout pour l'organisme.*

### QU'EST-CE QUE L'HUILE DE SÉSAME ?

Le sésame, symbole de fertilité en Chine et symbole de purification en Inde est la source d'une huile aux vertus insoupçonnées.

Le sésame est une petite graine provenant de la plante éponyme. Selon les études, cette dernière aurait vu le jour dans l'ancienne Mésopotamie, il y a 3500 ans. Elle serait donc d'origine africaine, et aurait plus tard été importée en Asie et en Inde. Ce serait une des premières plantes oléagineuses avec lesquelles on a extrait de l'huile. L'huile de sésame provient ainsi des graines

de la plante. Cette huile végétale est très utilisée en médecine ayurvédique et dans la médecine chinoise.

### DE QUOI EST COMPOSÉE L'HUILE DE SÉSAME ?

Provenant d'une plante oléagineuse, l'huile de sésame est riche en acides gras, dont :

Les acides gras monoinsaturés : 39 % à 42 % d'acide oléique.

Les acides gras polyinsaturés : 39 % à 41 % d'acide linoléique.

Les acides gras saturés :  
• 8 % à 10 % d'acide palmitique.

• 4 % à 5 % d'acide stéarique.

L'huile de sésame contient également d'autres nutriments intéressants comme des antioxydants (vitamine E, sésamine, lécithine), ainsi que des minéraux et des fibres.

### COMMENT BIEN CHOISIR SON HUILE DE SÉSAME ?

De nombreux paramètres font varier les propriétés du sésame. Ses particularités organoleptiques dépendent effectivement des conditions de production de la plante : pays de culture, ensoleillement, production bio, utilisation d'engrais chimique, etc.

Mais le critère le plus important à prendre en compte est sa méthode d'extraction :

La version grillée devrait être réservée à un usage sporadique. Dans ce cas, son goût est plus prononcé, sa couleur est alors as-

— HUILE DE SÉSAME —

Le végé

# Mârah

## Les graines et l'huile de sésame

contiennent une bonne quantité de fibres

**qui aident à maintenir un côlon sain.**

698 311 101  
696 839 138 / 675 167 900  
info@biotopcommodities.cm



La santé et le bien-être  
dans nos étagères,

Avant de choisir une huile pour l'assaisonnement et la cuisson de vos repas, pensez d'abord à votre santé. L'huile de sésame Mârah est le choix idéal en raison de ses nombreux avantages nutritionnels pour votre organisme.

Saviez-vous qu'elle réduit le mauvais cholestérol, qu'elle combat les douleurs articulaires et le rhumatisme, qu'elle prévient les troubles cardiovasculaires plus encore, saviez-vous qu'en associant l'huile de sésame Mârah à un régime alimentaire et un suivi médical, elle stabilise votre diabète ?

Alors un conseil, à compter d'aujourd'hui, choisissez l'huile de sésame Mârah, une marque fiable, énergétique 100% vierge n'ayant subi aucun traitement chimique.

L'huile de sésame Mârah est un partenaire thérapeutique pour votre santé

**Produit et commercialisé par  
Biotopcommodities.**

**Infoline 698311101/696839138/**



sez foncée. Mais comme elle est grillée, des particules toxiques ont été créées.

Dans la version extra-vierge qui s'obtient par pression à froid des graines, son goût sera moins prononcé, et sa couleur sera plus claire. Elle est à privilégier, et ne vous inquiétez pas, elle restera délicieuse.

Comme l'huile de sésame est riche en oméga-6, il conviendra de ne pas en abuser et de consommer à côté une huile riche en oméga-3 (huile de colza, lin, chanvre), sans oublier bien-sûr l'huile d'olive.

### COMMENT UTILISER L'HUILE DE SÉSAME EN CUISINE ?

Présentant de nombreuses vertus nutritionnelles, l'huile de sésame s'invite dans toutes sortes de recettes. Elle rehausse la saveur du plat en lui procurant un soupçon de goût de repas asiatique.

Mais comme elle est riche en acides gras polyinsaturés, mieux vaut l'utiliser sur les plats froids, tels que les salades ou les tartines, car ces acides gras sont très fragiles et s'oxydent à la chaleur. Vous pouvez aussi la rajouter au dernier moment sur votre plat chaud pour rajouter

ce goût qu'on aime tant chez elle, mais évitez de l'utiliser pour les grillades ou les plats cuits à forte température.

Cette huile végétale se conserve à l'abri de la lumière, de la chaleur et de l'air, durant 18 mois.

### QUELS SONT LES BIENFAITS DE L'HUILE DE SÉSAME ?

L'huile de sésame présente tant de bienfaits qu'il serait regrettable de s'en passer. Son usage externe est intéressant dans de nombreux cas, et c'est une puissante alliée cosmétique : ses vertus pour la peau et les cheveux sont incroyables.

## L'HUILE DE SÉSAME POUR LA PEAU

L'huile de sésame bio est revitalisante et régénérante. C'est la meilleure amie des peaux sèches et irritées : l'huile rend son éclat au teint. Elle est recommandée chez les nourrissons qui ont des irritations au niveau des fesses, sous les aisselles et au niveau des plis du cou.

Cette huile constitue un excellent antioxydant et permet de lutter contre l'apparition précoce des rides et le vieillissement des tissus cellulaires de la peau. Elle aide également à soigner diverses maladies dermatologiques comme l'eczéma, le psoriasis ou encore les brûlures légères et les vergetures.

Elle peut être appliquée à même la peau. Si vous souhaitez des résultats encore plus étonnants, n'hésitez pas à la mélanger avec d'autres huiles, comme l'huile d'argan ou l'huile d'amande douce.

## L'HUILE DE SÉSAME POUR LES CHEVEUX

Vous pouvez utiliser l'huile de sésame sur vos cheveux en guise de masque capillaire. Comme elle est riche en acides gras, l'huile hy-

drate, répare et nourrit les cheveux ternes et secs. Vous pouvez aussi soigner vos cheveux abimés par les contraintes climatiques ou encore la coloration avec l'huile de sésame bio. Cette dernière permet également de lutter contre la chute capillaire en boostant la microcirculation sanguine ; ou encore d'éliminer les pellicules et les poux.

## COMMENT UTILISER L'HUILE DE SÉSAME POUR SOIGNER LES CHEVEUX ?

Enduire les longueurs des cheveux en insistant sur les pointes.

Couvrir les cheveux dans une serviette chaude et laisser reposer 30 minutes.

Rincer abondamment à l'eau tiède et sécher à l'air frais.

## L'HUILE DE SÉSAME POUR LA SANTÉ BUCCO-DENTAIRE

L'huile de sésame a été utilisée pendant des millénaires par la médecine indienne pour nettoyer les dents. Pour ce faire, il suffit de pratiquer "l'oil pulling" : ajoutez 1 cuillère dans votre bouche et faites-la circuler dans tous les re-

coins sans avaler pendant 5 à 20 min. L'huile de sésame permet de nettoyer les dents et de réduire la gingivite et la plaque dentaire grâce à ses vertus antibactériennes.

## AUTRES BIENFAITS DE L'HUILE DE SÉSAME

L'huile de sésame ne représente pas uniquement des atouts cosmétiques. Ses bienfaits pour la santé de l'organisme ne sont pas en reste. En effet, cette huile végétale permet de :

### SOIGNER LA TOUX.

Entretenir une bonne hygiène buccale par le biais d'un bain de bouche.

### LUTTER CONTRE LA CONSTIPATION.

Atténuer les douleurs articulaires et musculaires par le biais d'un massage.



# SOSETO-RUDN UNIVERSITY CAMEROON



AVAILABLE

EVERY DAY

8am -10pm



Call us

+237 654 872 585

+237 697 475 573

Douala-Cameroon Banapriso street Koloko



**SOSETO-RUDN UNIVERSITY  
CAMEROON**



**A PROPOS DE NOUS :**

- ✓ Plus de 200 000 étudiants diplômés en 2022,
- ✓ 176 programmes éducatifs internationaux accrédités par les agents internationaux,
- ✓ 28 programmes de Doctorat
- ✓ 23 olympiades pour les futurs étudiants internationaux,
- ✓ Obtenir un diplôme après un an de formation soit 40 heures de cours après ses études,
- ✓ Désormais possible de faire une année préparatoire en ligne étant au Cameroun,

**Les inscriptions ouvertes depuis le 09 Janvier 2023. ▶ 08H-20H**

 +237 654 872 585

 Soseto Rudn Cameroon

 Soseto Rudn Cameroon

 +237 697 475 573

 Soseto Rudn Cameroon

Soseto-Rudn-Cameroon

Email: [soseto-rudncameroon@gmail](mailto:soseto-rudncameroon@gmail.com)  Dia-Cameroun Bonapriso rue koloko